



REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, PROGRAMMES & PARTENAIRES POTENTIELS

COTE D'IVOIRE – ANNEXES

ALTAI CONSULTING POUR LE FFU – 2022



Financé par
l'Union européenne



TABLE DES MATIERES

1.	Liste des acteurs rencontrés	3
2.	Fiches Partenaires	6
2.1.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle	6
	PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	6
	Fiche Partenaire 1 : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	6
	Fiche Partenaire 2 : Centre multisectoriel de formation professionnelle Mohammed VI	10
	Fiche Partenaire 3 : Lycée professionnel hôtelier d'Abidjan	14
	Fiche Partenaire 4 : École de boulangerie-pâtisserie (EBP) de Yamoussoukro.....	17
	Fiche Partenaire 5 : École de spécialisation en pisciculture et pêche en eau continentale de Tiébissou	20
	PARTENARIATION POSSIBLE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ	23
	Fiche Partenaire 6 : Institut International des Affaires en entrepreneuriat (2IAE).....	23
	Fiche Partenaire 7 : Société Ivoirienne des Technologies Modernes (SITM)	27
	Fiche Partenaire 8 : Action-Entreprise.....	29
	Fiche Partenaire 9 : Institut de Formation Sainte Marie (IFSM)	32
	Fiche Partenaire 10 : Centre de formation professionnelle évangélique de Bouaflé	35
	Fiche Partenaire 11 : École supérieure Gadji (ESUG)	38
	Fiche Partenaire 12 : Centre de formation professionnelle Lasalle	40
	Fiche Partenaire 13 : Centre technique Don Orione	43
	Fiche Partenaire 14 : Centre professionnel artisanal et rural (CPAR) de Duékoué	45
2.2.	Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat... 47	47
	Fiche Partenaire 15 : Centre des Métiers de l'Électricité (CME)	47
	Fiche Partenaire 16 : Sustainable Hospitality Alliance (SHA)	50
	Fiche Partenaire 17 : TRACE Academia	52
2.3.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers.....	54
	Fiche Partenaire 18 : Agence Emploi Jeune (AEJ)	54
	Fiche Partenaire 19 : Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI)	58
	Fiche Partenaire 20 : Groupe ADVANS	60
3.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables	62
	Fiche Partenaire 21 : Centre Abel	62
	Fiche Partenaire 22 : Communauté missionnaire Villaregia (CMV)	64
	Fiche Partenaire 23 : Fondation Amigo Doume	66
	Fiche Partenaire 24 : ONG Vivre, Informer, Fraterniser (VIF).....	67
4.	Fiches Acteurs	70
	Fiche Acteur 1 : Groupe Banque Mondiale (BM)	70
	Fiche Acteur 2 : Agence Française de Développement (AFD)	72
	Fiche Acteur 3 : Millenium Challenge Account (MCA) Côte d'Ivoire	74
	Fiche Acteur 4 : Banque Africaine de Développement (BAD).....	75
	Fiche Acteur 5 : Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN)	77
	Fiche Acteur 6 : Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes - France	79
	Fiche Acteur 7 : Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUUDI)	81
	Fiche Acteur 8 : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	83
	Fiche Acteur 9 : Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)	85
	Fiche Acteur 10 : Save the Children.....	87
5.	Liste des documents collectés et exploités	88

1. LISTE DES ACTEURS RENCONTRES

Les différents témoignages ont été recueillis sur consentement verbal et conformément aux principes de confidentialité et d'anonymat.

Type d'acteur	Organisation	Position	Date de la rencontre
Partenaire Gouvernemental	DGIE	Ancien Directeur Général des Ivoiriens de l'Étranger	17/03/2022
FFU	DUE	Chargée de programme croissance inclusive et durable Chargée de programmes gouvernance démocratique et emploi (migration) Chargé de programme gouvernance démocratique et emploi Chargé de programme gouvernance démocratique et emploi Chef d'équipe gouvernance démocratique et emploi	21/03/2022
Partenaire gouvernemental	AGEFOP	Cheffe des services de formation Responsable projet formation	21/03/2022
PTF	Banque Mondiale	Chef de projet PEJEDEC	22/03/2022
PTF	Expertise France	Directeur de projet régional	22/03/2022
Partenaire gouvernemental	ANADER	Responsable régional ANADER Point focal IC UE-OIM Responsable de formation	23/03/2022
PTF	AFD	Responsable pôle éducation, formation professionnelle, emploi Chargé de projet éducation formation professionnelle, emploi	24/03/2022
Entreprise	SITM	Directeur des formations	25/03/2022
PTF	FAO	Directeur pays Expert en mobilisation des ressources et conception de projet	25/03/2022
Partenaire gouvernemental	AEJ	Directeur études statistiques et évaluations	28/03/2022
PTF	OIM	Chef de projet IC UE-OIM	28/03/2022
Partenaire gouvernemental	AEJ	Coordonnatrice du projet C2D2	29/03/2022
PTF	BCPE	Responsable suivi-évaluation	29/03/2022
Centre de formation local	Centre Apprentissage de Perfectionnement et de Production de Bingerville (CAPP)	Directeur	29/03/2022
OSC	Actions-Entreprises	Directeur Directeur de la formation	30/03/2022
Entreprise	Club Abidjan Durable	Responsable développement	30/03/2022

Centre de formation	2AIE	Directeur de la formation	30/03/2022
Partenaire gouvernemental	Chambre d'Agriculture	Chef de projet ARCHIPELAGO	31/03/2022
Partenaire gouvernemental	DGD	Directeur de l'Accueil, de l'orientation et du suivi des réinsertions	31/03/2022
Centre de formation	CFP Métiers de la Mécanique Industrielle	Directeur	31/03/2022
Centre de formation	Centre de formation pastorale pratique et perfectionnement	Directeur	31/03/2022
Entreprise	SFAO	Directeur RH	01/04/2022
OSC	Communauté Abel	Directeur	01/04/2022
Centre de formation	CFP Grand Bassam	Directeur des programmes de formation	01/04/2022
Centre de formation	Centre de formation Amigo Doume	Directeur	01/04/2022
Partenaire gouvernemental	AEJ – Agence Treichville	Directrice d'agence	04/04/2022
PTF	ONUDI	Coordonnateur national projets	04/04/2022
OSC	ADCI	Directeur général Directrice des opérations	04/04/2022
Partenaire gouvernemental	DAIP	Adjoint au directeur	04/04/2022
Centre de formation	Centre des Métiers de l'Électricité	Directeur	04/04/2022
OSC	IECD	Chef de projet	05/04/2022
Partenaire gouvernemental	ANADER - Bingerville	Directeur du centre de Bingerville Directrice des formations de l'ANADER Responsable suivi-évaluation	05/04/2022
Entreprise	Trace Multimedia	Directrice régionale	05/04/2022
Partenaire gouvernemental	DGE	Directeur des Stratégies et des Programmes d'Emploi	06/04/2022
Partenaire gouvernemental	METFPA	Experte technique	06/04/2022
Centre de formation	Institut de formation Sainte Marie	Directeur	06/04/2022
Centre de formation	Lycée hôtelier d'Abidjan	Directeur	06/04/2022
Entreprise	CGECI	Directeur du capital humain et des relations sociales	07/04/2022
PTF	BAD	Responsable projet – Côte d'Ivoire	07/04/2022
Centre de formation	Centre de formation rurale de Duékoué	Directeur	07/04/2022
OSC	<i>Sustainable Hospitality Alliance</i>	Directrice Emploi Jeune	07/04/2022

Centre de formation	Centre Technique Don Orione	Directeur	08/04/2022
PTF	ENABEL	Experte migration	08/04/2022
PTF	MCA	Directeur TVET	08/04/2022
OSC	Communauté Villaregia	Chef des programmes de formation	19/04/2022
Centre de formation	École supérieure Gadji	Directeur	19/04/2022
Centre de formation	École de Pisciculture de Tiebissou	Directeur	20/04/2022
Centre de formation	École de boulangerie pâtisserie de Yamoussoukro	Directeur	20/04/2022
Centre de formation	Institut Supérieur N'gotta	Directeur	20/04/2022
Centre de formation	CFP Lasalle Daloa	Directeur	21/04/2022
Centre de formation	CFP Évangélique de Bouaflé	Directeur	21/04/2022
Partenaire gouvernemental	AEJ – Agence de Daloa	Directeur	22/04/2022
OSC	VIF (Vivre, Informer, Fraterniser)	Directeur	22/04/2022
PTF	PNUD	Chef de projets Gouvernance	09/05/2022
PTF	OIT	Responsable Côte d'Ivoire Expert Technique Régional Formation	09/05/2022
Partenaire gouvernemental	DAIP	Directeur de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle	11/05/2022
Centre de formation	Centre Mohammed VI	Directeur	20/05/2022
Entreprise	Groupe ADVANS	Senior Project Officer	23/06/2022

2. FICHES PARTENAIRES

Les Fiches Partenaires listent les partenaires potentiels en mesure de participer à la réintégration des migrants de retour dans le cadre des prochaines phases de programmation de l'Union européenne. Elles ont été sélectionnées sur la base d'un ensemble de critères incluant :

- La qualité de l'accompagnement proposé mesurée par le taux d'insertion sur le marché de l'emploi des bénéficiaires de ces institutions ;
- L'adéquation des critères de sélection des bénéficiaires avec le profil des migrants de retour ;
- L'expérience de ces institutions dans l'accompagnement de publics vulnérables ;
- La disponibilité à court ou moyen terme de ces institutions à intégrer des migrants de retour dans leur programmation.

2.1. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle

PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Fiche Partenaire 1 : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)

Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Capacité de projection sur tout le territoire
Villes	Tout le territoire. Quatre centres de formation : Bingerville, Gagnoa-Lakota, Grand-Lahou, Kotobi
Structure	
Type de structure	Publique (création en 1993)
Financements actuels / principaux	<p>Les financements se répartissent autour de quatre sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les subventions de l'État (entre 65 et 70% du budget) ; - Les prestations apportées aux professionnels et associations agricoles partenaires ; - Les formations et prestations proposées aux entreprises et individus ; - Les partenariats conclus avec les PTF et organisations internationales. <p>Dans le passé, l'ANADER a collaboré avec le PNUD, la GIZ, le FICA, et la JICA pour la formation de bénéficiaires et l'appui à l'insertion économique dans des filières agropastorales.</p> <p>L'ANADER a été un partenaire de l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM et a accompagné 570 bénéficiaires dans les centres ANADER de Bingerville, Daloa, Gagnoa, Man et San Pedro.</p>
Organisation et gouvernance	<p>Société anonyme à participation minoritaire de l'État au capital social (35%).</p> <p>L'agence touche l'intégralité du territoire ivoirien à travers 7 directions régionales, 57 zones et 1100 centres de vulgarisation. Actuellement l'ANADER dispose de 4 centres de formation professionnelle (Bingerville, Gagnoa-Lakota, Grand-Lahou, Kotobi).</p> <p>En 2016, l'agence comptait 2 310 agents.</p>
Coût	<p>Coût réel d'une formation pour la structure : 80k à 100k FCFA par jour par personne.</p> <p>Le coût pour les individus est inférieur, du fait des subventions perçues par l'ANADER pour ses frais de fonctionnement.</p>

<p>Profil des bénéficiaires actuels</p>	<p>Profils très variés impliquant notamment des jeunes femmes et hommes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Professionnels du monde agricole, fermiers et travailleurs agricoles ; - Employés de TPE / PME dans le secteur agro-pastoral ; - Personnes vulnérables en reconversion professionnelle dans le cadre de programme d'insertion avec le gouvernement ou des bailleurs ; - Migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM ; - La Gender Academy a vocation à former des femmes.
<p>Capacité totale (actuelle et à terme)</p>	<p>Dépend des modalités de formation prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de limite pour les formations et sensibilisations sur site puisque les formateurs se déplacent et que l'ANADER s'appuie sur un large réseau de formateurs mobilisables. - Pour les formations qualifiantes, chaque centre dispose simultanément d'une centaine de places dans les salles de formation. En fonction de la fréquence des cohortes et des systèmes de rotation mis en place entre formation pratique et théorique, plusieurs centaines de bénéficiaires peuvent être formés en même temps.
<p>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</p>	<p>Site internet (www.anader.ci/) Présence dans les universités et grandes écoles Diffusion de supports de communication (catalogues et prospectus) Rencontre avec les collectivités et les acteurs du développement local</p>
<p>Détails sur les formations</p>	
<p>Filières de formation</p>	<p>L'ANADER propose des programmes de conseil agricole aux producteurs, des formations qualifiantes/certifiantes et des formations diplômantes dans les domaines agropastoraux comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Productions vivrières ; - Productions animalières et halieutiques ; - Cultures pérennes et d'exportation ; - Professionnalisation des sociétés coopératives ; - Réalisation d'études de faisabilité et de plans d'affaires de projets ; - Élaboration de plans de développement des communautés et des collectivités - Entrepreneurat ; - Bancarisation ; - Recherche et développement ; - Santé communautaire. <p>L'ANADER délivre aussi un Master en Management des OPA reconnu au niveau national. De manière transversale, l'ANADER forme aux thématiques liées au genre via la Gender Academy.</p>
<p>Conditions d'entrée</p>	<p>Le dossier de candidature comprend la fourniture de documents d'identité pour l'enregistrement administratif.</p> <p>Pas de sélection ni de prérequis éducatif pour les formations qualifiantes et de renforcement de capacités. La plupart des formations impliquent de savoir lire et écrire. Néanmoins l'ANADER a développé des outils (ex : supports de formation imagés) pour accompagner les bénéficiaires les plus faibles dans ce domaine.</p> <p>Prérequis nationaux pour les formations diplômantes.</p>

Déroulé des formations	Formation de courte durée (renforcement de capacités et programmes de conseil agricole) : de 3 à 10 jours Formation qualifiante ou diplômante en alternance : de 3 à 12 mois.
Fréquence des cohortes	Une cohorte par an pour les formations diplômantes. Pas de limite du nombre de cohortes par an pour les formations qualifiantes et le renforcement de capacités sur site. À Bingerville, souvent 4 cohortes par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations certifiantes sont à forte dominante pratique (70%). Les formations qualifiantes se font en alternance auprès de producteurs ou dans le cadre du développement d'activités génératrices de revenus.
Alphabétisation	L'ANADER a développé des outils (supports de formation imagés notamment) pour déployer ses formations auprès de bénéficiaires rencontrant des difficultés à lire.
Manuel	Les manuels de formation sont produits et fournis par l'ANADER. Ils sont conçus par le corps encadrant de l'ANADER.
Curricula	Les formations diplômantes (BTS et Licence professionnelle) et certifiantes (CPP) sont agréées par le METFPA.
Formateurs	Les formateurs sont des professionnels issus du monde agricole qui reçoivent une formation à la pédagogie au sein de l'ANADER. Les cours se font en groupes restreints, avec un maximum de 30 à 50 élèves selon les formations.
Certification	La délivrance d'une certification selon les types de formation : <ul style="list-style-type: none"> - Programmes de conseil et de vulgarisation agricole : pas de certificat ; - Formations qualifiantes/certifiantes : Attestation de l'ANADER ; - Formation diplômante : délivrance d'un diplôme national après examen. ;
Perdiem et taux de déperdition	L'ANADER ne distribue pas de <i>per diem</i> . Certains bénéficiaires en reçoivent de la part des bailleurs qui les appuient (notamment dans le cadre de l'IC UE-OIM). Les déjeuners sont compris dans les formations dans les centres. Tous les centres de formation disposent de dortoirs dans lesquels certains des bénéficiaires peuvent être hébergés. L'utilisation de ces dortoirs se fait selon les modalités de formations discutées avec les bailleurs et / ou les difficultés d'accès pour les bénéficiaires. L'ANADER a l'expérience de la formation de migrants de retour depuis l'IC UE-OIM. Cependant, l'ANADER a remarqué que de nombreux migrants de retour appuyés étaient issus de milieux urbains et peu habitués aux exigences des métiers agricoles, ce qui a engendré un nombre significatif d'abandons (taux de déperdition non disponible).
Suivi post-formation	Le suivi post-formation se fait selon le cahier des charges de la formation. Idéalement, l'ANADER recommande un suivi avec une fréquence dégressive dans les deux années qui suivent la fin de la formation et la structuration de l'activité économique. Ce suivi se structure aussi de manière plus informelle à travers les liens entre professeurs et les bénéficiaires les plus motivés.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Les statistiques de suivi n'existent que pour le master en management des OPA : 75% des bénéficiaires se sont insérés dans des emplois stables à l'issue de la formation. Le taux d'insertion est difficile à quantifier pour les formations qualifiantes puisque peu de bénéficiaires accèdent à un emploi régulier et stable à l'issue de la formation et s'insèrent dans des activités d'auto-emploi
Partenariats	

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Forte expérience dans l'accompagnement à la reconversion ou l'insertion de jeunes ivoiriens dans les filières agropastorales à travers des formations courtes, pratiques et qualifiantes.
Capacité d'accueil	L'ANADER peut accueillir plusieurs centaines de bénéficiaires par an, répartis entre ses différents centres, les différentes filières, et plusieurs cohortes. Compte tenu de la forte dimension pratique des formations et de l'important réseau de formateurs, il y a peu de limites aux capacités d'accueil de l'ANADER.
Partenariats avec le secteur privé	Nombreux partenariats avec les entreprises du secteur des énergies ou du BTP en mesure de proposer des formations <i>ad hoc</i> en renforcement de capacités.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	L'ANADER tente de déployer des formations en ligne, mais rencontre des difficultés dans la mise en œuvre d'une solution technique appropriée.
Autres remarques	L'ANADER a une expérience importante dans la mise en œuvre de programmes en partenariats avec des PTF.
Contacts	
Point focal	Mme. Nicole APHING-KOUASSI, Directeur Général Adjoint
Contact	nicaphing1@yahoo.fr / +225 01 05 03 38

Fiche Partenaire 2 : Centre multisectoriel de formation professionnelle Mohammed VI

Centre multisectoriel de formation professionnelle Mohammed VI	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Yopougon
Villes	Yopougon Siporex
Structure	
Type de structure	Publique (inaugurée en novembre 2017)
Financements actuels / principaux	Jusqu'à peu, financé entièrement par l'État Ivoirien (structure dépendant du METFPA). Budget en baisse de 8 à 20% chaque année, passé de 125 millions de FCFA à 81 millions de FCFA entre 2017 et 2022. S'ouvre à la recherche de financement externes (location de sites, prestation de formation auprès d'acteurs privés)
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du METFPA
Coût	Formations qualifiantes (BTP et Pâtisserie, hôtellerie, restauration) : 280k FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	Majoritairement des jeunes en reconversion professionnelle, hommes comme femmes. La plupart ont un niveau 3 ^{ème} .
Capacité totale (actuelle et à terme)	397 étudiants en cours de formation : <ul style="list-style-type: none"> - 9 salles de classes d'une capacité de 30 personnes ; - 11 salles de travaux pratiques (ateliers) ; - 3 salles spécialisées (plateaux techniques) ; - 1 bibliothèque ; Le centre a la capacité d'héberger des stagiaires dans son internat de 120 lits (60 pour les hommes et 60 pour les femmes).
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Réseaux sociaux (https://www.facebook.com/Centre-mohammed-6-102969234753139/) Via la communication des acteurs publics (et notamment du METFPA). Mécanismes d'intermédiation (référencement par l'AEJ). Journées portes ouvertes, salons et journées promotionnelles.
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p>Le centre propose des formations qualifiantes professionnelles (CQP), des BTS et des Brevets Techniques (BT) dans deux filières, le BTP et l'hôtellerie-restauration-tourisme.</p> <p><u>Secteur Hôtellerie-Restauration-Tourisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Agence de Voyage (BTS) ; - Gestion Hôtelière (BTS) ; - Boulangerie -Pâtisserie (BT) ; - Service de Restauration (BT) ; - Cuisine - Professionnelle (BT) ; - Réception Hôtel (BT) ; - Employé d'Étage (CAP) ; - Chocolaterie- Confiserie (CAP). <p><u>Secteur Bâtiment - Travaux Publics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Géomètre Topographe (BTS) ; - Chantier Gros Œuvres (BTS) ; - Chantier Travaux Publics (BTS) ; - Dessin Bâtiment (BT) ; - Peinture Décoration Bâtiment (BT) ; - Électricité Bâtiment (BT) ; - Plâtrerie (CQP-BT) ; - Carrelage Mosaïque (CQP) ; - Peinture Vitrierie (CQP) ; - Menuiserie Aluminium et Bois (CAP) ; - Maçonnerie (CAP) ; - Plomberie Sanitaire (CAP). <p>Des modules de formation à la gestion et à l'entrepreneuriat sont inclus dans les programmes des BT et ces CAP.</p> <p>Certaines filières ne sont pas encore opérationnelles. C'est notamment le cas de Carrelage, Plâtrerie, agent de restauration et agence de voyage.</p>
Conditions d'entrée	<p>Fourniture d'un document d'identité, d'un extrait de naissance et d'une photo d'identité pour l'enregistrement. Le niveau minimum est la 5^{ème} pour le CAP.</p> <p>L'admission en BT se fait par voie de concours.</p>
Déroulé des formations	<p><u>Durée des formations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - BTS : 3 ans ; - CAP : 3 ans ; - BT : 2 ans ; - CQP : 3 à 9 mois. <p>Les formations comprennent des modules théoriques en salle de classe et pratiques (mise en application) dans les ateliers du centre.</p> <p>La matière d'œuvre est fournie par chaque élève et est reprise par ceux-ci après les travaux en ateliers.</p>
Fréquence des cohortes	<p>3 à 4 cohortes par an pour les formations qualifiantes. Chaque cohorte correspond à une année.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>Les formations comprennent des modules théoriques en salle de classe et pratiques (mise en application) dans les ateliers du centre.</p>
Alphabétisation	<p>Pas d'appui proposé à l'alphabétisation, et les formations requièrent une alphabétisation au moins basique pour l'appropriation des supports de formation.</p>

Manuel	Les manuels fournis sont les manuels officiels indiqués par le METFPA
Curricula	Les formations ne sont pas agréées par le Ministère, la demande d'agrément est en cours.
Formateurs	L'intégralité des formateurs sont professeurs diplômés d'État formés à l'IPNET. Les classes comprennent 30 élèves pour un professeur.
Certification	Le centre étant un centre public, il ne délivre que des certificats et diplômes agréés par le gouvernement : CAP, BT, BTS, CQP. Pas d'évaluation pour les CQP, mais correction et exercices de remédiation à l'issue des travaux pratiques.
Perdiem et taux de déperdition	La distribution de <i>per diem</i> dépend des différents programmes à travers lesquels les stagiaires sont inscrits. Dans le cadre de l'école de la deuxième chance, soutenue par le METFPA, les <i>per diem</i> et primes de transports s'élèvent à 30 000 FCFA par mois. Le non-paiement de ces <i>per diem</i> et primes de transports (du fait de dysfonctionnement et délais dans les processus administratifs du METFPA) constitue la principale raison des abandons en cours de formation. Le taux de déperdition reste cependant marginal selon le centre.
Suivi post-formation	Le suivi post-formation est effectué à travers le mécanisme d'accompagnement de la DAIP du METFPA, et notamment les SERFE (Secrétaires Exécutifs aux Relations Formation Emploi) dont l'objectif est de trouver des emplois et stages en partenariats avec les entreprises. Dans les faits, les SERFE ont peu de moyens pour conclure ce type de partenariats et n'en proposent pas à tous les stagiaires.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pôle Hôtellerie, Tourisme et Restauration <ul style="list-style-type: none"> - 2020 : 65.26% ; - 2021 : 58.33% ; Pôle Bâtiment et Travaux Publics <ul style="list-style-type: none"> - 2020 : 78.68% ; - 2021 : 81.60%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Profils de bénéficiaires relativement similaires : hommes jeunes en reconversion et cherchant des formations courtes. Le centre n'a en revanche pas d'expérience préalable dans l'accueil de migrants de retour. Expérience dans des projets de réinsertion économique. Certaines formations sont identifiées par le directeur du centre comme particulièrement appropriées aux profils des migrants (formation courtes ne nécessitant pas de prérequis éducatifs importants) : <ul style="list-style-type: none"> - Réception d'hôtel pour ceux disposant d'un niveau terminale (6 mois) ; - Commis de cuisine (niveau 5^{ème}, formation de 2 mois) ; - Boulangerie-pâtisserie (3 mois de formation) ; - Valet de chambre.
Capacité d'accueil	Maximum théorique de 720-960 bénéficiaires par an selon la décomposition suivante : jusqu'à 240 bénéficiaires migrants de retour par cohorte (à raison de 12 apprenants pour chacun des 20 postes de métiers), en comprenant 3 à 4 cohortes par an. Compte tenu de la diversité des types de formation et de leurs prérequis éducatifs, ce nombre théorique maximum sera contraint par les profils éducatifs et les attentes des bénéficiaires.

Partenariats avec le secteur privé	<p>Les Grands moulins d'Abidjan (Fourniture en farines boulangères).</p> <p>Groupe CFAO (Création de filières vendeur fruits et légumes, poissonnerie et boulangerie-pâtisserie dans le cadre de l'École de la grande distribution).</p> <p>Saco Barry Callebaut (Création d'un atelier de chocolat, formation de formateurs au métier du chocolat et fourniture en pâtes de chocolat pour la pâtisserie).</p>
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>L'intégralité des partenariats avec les bailleurs est centralisée au niveau du Ministère (DAIP du METFPA).</p> <p>Convention-cadre avec l'AEJ toujours en cours après la fin des financements de l'IC UE-OIM.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Les abandons ont généralement lieu à cause du non-paiement des primes. Les procédures de paiement sont trop nombreuses et les bénéficiaires ont toujours des problèmes de transport et de logement, surtout les jeunes venant de l'intérieur du pays.</p> <p>Par ailleurs, certains bénéficiaires passent de projet en projet (ceux-ci s'inscrivant dans plusieurs projets de réinsertion à la fois), ce qui complique leur suivi.</p>
Autres remarques	<p>Ont soumis des offres techniques au MCC (<i>Millenium Challenge Corporation</i>) pour les chantiers-écoles sur les BTP.</p>
Contacts	
Point focal	M. Souleymane TRAORÉ, Directeur
Contact	Tidrima@yahoo.fr / +225 07 59 84 84 78 / +225 05 05 51 51 26

Fiche Partenaire 3 : Lycée professionnel hôtelier d'Abidjan

Lycée professionnel hôtelier d'Abidjan	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Lagunes
Villes	Abidjan (Riviera Golfe, Cocody)
Structure	
Type de structure	Publique (création en 1980)
Financements actuels / principaux	Financements du Ministère et des frais d'inscription.
Organisation et gouvernance	Lycée d'enseignement secondaire public dépendant du METFPA.
Coût	150k FCFA en 1ère année 200k FCFA en 2ème année 200k FCFA en 3ème année
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes ivoiriens en formation initiale à partir de la 5 ^{ème} . Jeunes en reconversion ou jeunes vulnérables recevant un appui, dans le cadre de programmes de certification de qualification professionnelle.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 500 apprenants simultanément <ul style="list-style-type: none"> - 2 ateliers (cuisine pédagogique, cuisine de production) ; - 1 restaurant ; - 17 salles de classe.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet, réseaux sociaux. Publicité dans la presse écrite, à la radio et à la télévision.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>Formations diplômantes (BT, BTS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tourisme – Hôtellerie ; - Techniques hôtelières ; - Cuisine professionnelle ; - Employés d'Hôtel ; <p><u>Certificats de qualification professionnelle (CQP) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Employés de maison ; - Boulangerie-pâtisserie ; - Buanderie ; - Réceptionniste ; - Cuisinier ; - Employé d'hôtel ; <p>Les formations peuvent aussi se faire en alternance.</p>

Conditions d'entrée	Bac ou brevet technique pour les BTS. Le recrutement au BTS se fait sur concours d'entrée. 5 ^{ème} pour les CAP et les CQP. L'inscription nécessite un extrait de naissance et pièce d'identité.
Déroulé des formations	De 1 à 3 ans pour les formations diplômantes. Formation de 6 mois pour les formations qualifiantes (CQP) Formations sur mesure pour les auditeurs référés dans le cadre de partenariats.
Fréquence des cohortes	1 seule cohorte par an
Dominante (pratique ou théorique)	Formation à dominante pratique (75% de la formation).
Alphabétisation	Alphabétisation nécessaire pour suivre les cours théoriques. Le lycée travaille avec des professeurs de français pour proposer des cours de soutien.
Manuel	Manuels fournis par l'établissement, développés par le lycée sur la base des programmes établis pour la filière par le Ministère.
Formateurs	Les formateurs sont diplômés de l'IPNET et affectés par l'État.
Certification	Délivrance de certificats pour toutes les formations diplômantes et qualifiantes, y compris CQP.
Perdiem et taux de déperdition	Les étudiants affectés par l'État reçoivent un <i>per diem</i> . Montant inconnu. Le taux de déperdition est rapporté comme très faible.
Suivi post-formation	Le SERE présent dans le lycée participe à l'identification de stages de fin de formation pour les apprenants.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques précises disponibles. Les responsables du centre estiment néanmoins que près de 80% des anciens élèves sont en activité.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le lycée est expérimenté dans la formation de jeunes en situation de reconversion ou faisant face à des vulnérabilités (partenariats préalables avec le METFPA).
Capacité d'accueil	100 apprenants sur un an. Les partenariats en cours avec le METFPA (280 auditeurs CQP en cuisine et boulangerie-pâtisserie) impliquent que les locaux sont largement occupés. Les formations pour les migrants de retour pourraient se faire selon deux modalités : sur les weekends, ou en alternance.
Partenariats avec le secteur privé	Partenariats avec des structures hôtelières de premier plan (le groupe ACCOR, l'hôtel Ivoire, le Président Hôtel) Partenariat en cours de discussion avec CFAO pour ouvrir une filière boucherie-charcuterie dans le cadre de leur école de la grande distribution.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat avec l'AEJ pour la formation de 60 jeunes sur une durée de 6 mois (avant la pandémie de COVID-19). Partenariats avec des groupes hôteliers pour le placement en stage et la création de débouchés professionnels.
Remarques	

Défis exprimés	Le lycée rencontre un problème lié au foncier avec le village d'Anono (se dit propriétaire terrien tandis que le lycée est un établissement public).
Autres remarques	Le PEJEDEC (Banque Mondiale) a restauré les locaux du lycée. Le centre encourage la mise en stage ou en alternance des migrants de retour plutôt que leur enrôlement dans des salles de classe. Depuis la pandémie de COVID-19, de nombreux groupes hôteliers ont licencié leurs employés et sont dans une demande croissante de stagiaires.
Contacts	
Point focal	Mme Saquina TOURÉ, Directrice
Contact	saquinatoure@yahoo.fr / 0707326638 / 0708655181



Fiche Partenaire 4 : École de boulangerie-pâtisserie (EBP) de Yamoussoukro

École de boulangerie-pâtisserie (EBP) de Yamoussoukro	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Bélier
Villes	Yamoussoukro (Assabou)
Structure	
Type de structure	Publique (création en 1972)
Financements actuels / principaux	Quasi exclusivement financé par l'État
Organisation et gouvernance	-
Coût	145 000 FCFA pour les formations qualifiantes
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes ivoiriens en formation initiale et jeunes en reconversion de la 6 ^{ème} à la terminale.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 245 élèves sur 3 niveaux : <ul style="list-style-type: none"> - 4 salles de production (3 en pâtisserie, 1 en boulangerie) ; - 1 chambre froide ; - 1 magasin de stockage ; - 3 bureaux.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Communication sur Facebook et à travers le réseau du METFPA. Organisation de journées portes ouvertes pour communiquer auprès des jeunes de Yamoussoukro.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>Formations en BTS, en CAP, ou formation qualifiante (certificat de formation qualifiante) :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Boulangerie ; - Pâtisserie. <p>Les formations sont complétées par un cours en entrepreneuriat proposé dans la plupart des formations.</p>
Conditions d'entrée	Bac ou brevet technique pour les BTS. Le recrutement en BTS se fait sur concours. 5 ^{ème} pour les CAP sur dossier. Les apprenants payent des droits d'inscription, et doivent fournir un extrait de naissance et une pièce d'identité. Les apprenants doivent être en mesure de payer les matières d'œuvre eux-mêmes.
Déroulé des formations	De 1 à 3 ans pour les formations diplômantes. Formation de 3 à 6 mois pour les formations qualifiantes Formations sur mesure pour les auditeurs référés dans le cadre de partenariats.
Fréquence des cohortes	1 cohorte par an
Dominante (pratique ou théorique)	Formation à forte dominante théorique (90%)

Alphabétisation	Aucun soutien à l'alphabétisation, les apprenants doivent savoir lire et écrire.
Manuel	Manuels fournis par les professeurs de l'établissement et fournis aux apprenants.
Formateurs	Les formateurs sont diplômés de l'IPNET et affectés par l'État.
Certification	Délivrance de certificats à l'issue des formations qualifiantes. Examen national pour les CAP et les BTS et délivrance du diplôme national.
Perdiem et taux de déperdition	Les étudiants entrés par concours reçoivent un <i>per diem</i> de l'État : <ul style="list-style-type: none"> - 180 000 FCFA pour les femmes ; - 36 000 FCFA pour les hommes.
Suivi post-formation	L'école dispose d'un Chargé des placements et des relations extérieures, qui oriente les apprenants vers des stages et des structures d'insertion. Il est aussi en charge du suivi post-formation des élèves, mais celui-ci ne comprend pas une aide active à l'issue de la formation.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques rigoureusement collectées. L'école estime cependant que près de 80% des apprenants trouvent des débouchés à l'issue de la formation.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	L'école propose des formations courtes et qualifiantes dans un secteur porteur (l'hôtellerie-restauration), et expérimentée dans l'accueil de jeunes en reconversion et peu diplômés.
Capacité d'accueil	La capacité d'accueil est à décider avec le Ministère de tutelle (METFPA)
Partenariats avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - La marque Carré d'Or ; - Grand Moulin d'Abidjan ; - L'Hôtel Président ; - Le Restaurant Chef EBY.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Aucun
Remarques	
Défis exprimés	Une partie du matériel devrait être remplacé du fait de sa vétusté, et l'école aurait besoin d'un appui pour la rénovation du bâtiment.
Autres remarques	<p>L'école a bénéficié d'un appui de la Coopération coréenne qui a financé la rénovation de l'équipement de l'école.</p> <p>La Banque mondiale, en partenariat avec l'AGEFOP, a placé 50 auditeurs pour une formation qualifiante d'un an sur l'année 2020-2021</p> <p>L'école est en train de conclure un accord avec le groupe CFAO pour développer une filière boulangerie-pâtisserie dans l'école de la grande distribution en cours de développement par le METFPA et CFAO. Les apprenants de cette filière seront placés en apprentissages dans les enseignes du groupe.</p>
Contacts	
Point focal	Mr Kouassi Alain HGHAZAT, Inspecteur principal en Hôtellerie
Contact	hghazatalain@gmail.com



Fiche Partenaire 5 : École de spécialisation en pisciculture et pêche en eau continentale (ESPPEC) de Tiébissou

École de spécialisation en pisciculture et pêche en eau continentale (ESPPEC) de Tiébissou	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Bélier
Villes	Tiebissou (Koubi)
Structure	
Type de structure	Publique (Installé à Tiébissou en 2002)
Financements actuels / principaux	Quasi exclusivement financée par l'État et les frais d'inscriptions
Organisation et gouvernance	Établissement Public National (EPN) dépendant du ministère des Ressources Animales et Halieutiques. Fait partie des 11 écoles de l'Institution Nationale de Formation Professionnelle Agricole (INFPA).
Coût	Coût des formations diplômantes : 200 000 FCFA. Subvention de 100 000 FCFA de l'État pour les étudiants affectés par le ministère. Coût des formations qualifiantes de 3 mois : 160 000 FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	L'entrée se fait avec un niveau BAC ou BEPC. L'école, s'inscrivant dans la promotion du genre, a fixé la limite d'âge à 34 ans pour les hommes et à 47 ans pour les femmes.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale : 326 apprenants : <ul style="list-style-type: none"> - Formation qualifiante : 50 ; - BTA : 108 ; - BTSA tronc commun : 168 ; Dortoir de 300 places ; 100 ha de terre et 100 ha de plan d'eau.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Communication sur Facebook et recrutement des étudiants à travers le réseau du METFPA.
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>BTSA (Brevet de Technicien Supérieur option Agricole) et BTA (Brevet de Technicien Agricole)</u></p> <p>Une année en tronc commun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture et coopération ; - Élevage et métier de la viande ; - Pêche et pisciculture ; - Foncier rural ; - Agro-transformation ; - Foresterie. <p><u>Formation qualifiante :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Élevage ; - Agriculture ; - Pisciculture.
Conditions d'entrée	<p>BTSA et BTA : par voie de concours national</p> <p>Sur dossier pour les formations qualifiantes.</p> <p>Les apprenants payent des droits d'inscription, et doivent fournir un extrait de naissance et une pièce d'identité.</p>
Déroulé des formations	<p>Formation diplômante (BTA / BTSA) : 1 à 3 ans</p> <p>Formation qualifiante : 2 mois</p>
Fréquence des cohortes	Deux cohortes par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Formation à forte dominante pratique (90%)
Alphabétisation	Aucun soutien à l'alphabétisation, les apprenants doivent savoir lire et écrire.
Manuel	Les manuels utilisés sont les manuels du ministère de l'Agriculture, développés au niveau national. Ils sont fournis aux apprenants.
Formateurs	Les formateurs sont issus de l'IPNET ou sont des enseignants vacataires disposant d'une expertise professionnelle pertinente.
Certification	<p>Délivrance d'une attestation à l'issue des formations qualifiantes.</p> <p>Examen national et délivrance d'un diplôme national pour les BTA et les BTSA</p>
Perdiem et taux de déperdition	<p>L'école n'octroie pas de <i>per diem</i> à ses stagiaires. De manière ponctuelle, dans le cadre de formations qualifiantes, les structures qui réfèrent leurs bénéficiaires à l'école prévoient des <i>per diem</i> (c'est le cas notamment de l'AEJ, et de la Banque mondiale)</p> <p>Pour les pensionnaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le logement en dortoir est gratuit ; - Octroi d'une aide alimentaire.
Suivi post-formation	L'école ne propose pas d'appui post-formation structuré ou d'aide à l'insertion professionnelle.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques disponibles à l'école. Les statistiques d'insertion sont disponibles au niveau du ministère de l'Agriculture.
Partenariats	

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	L'école est expérimentée dans l'accompagnements de jeunes en reconversion (coopération avec la Banque mondiale, la coopération malaisienne et AGRIFER) et propose des formations dans des domaines agricoles porteurs dans la région de Tiébissou.
Capacité d'accueil	50 bénéficiaires pour l'intégralité des filières qualifiantes par cohorte. Plusieurs cohortes peuvent être organisées chaque année (formation de deux mois).
Partenariats avec le secteur privé	-
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Liens avec l'AEJ qui appuie financièrement certains des apprenants référés vers l'école dans le cadre de leur parcours d'insertion.
Remarques	
Défis exprimés	L'école fait face à des besoins de renouvellement de son équipement vieillissant (équipement des fermes, des laboratoires et matériel roulant).
Autres remarques	<p>Les équipes pédagogiques soulignent l'importance de doter les bénéficiaires d'allocations de transport.</p> <p>L'école a une expérience importante dans l'accompagnement de bénéficiaires référencés par des bailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations en BTS du Foncier rural pour la Banque mondiale ; - Formation en seigneurs d'Hévéa avec le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) ; - Formations en culture hors sol avec AGRIFER ; - Formation de jeunes à l'agriculture et la pisciculture avec la coopération malaisienne.
Contacts	
Point focal	Mr Yéo SEKOU, Directeur
Contact	Sekouyeo7@gmail.com / 0707952843



PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Fiche Partenaire 6 : Institut International des Affaires en entrepreneuriat (2IAE)

Institut International des Affaires en entrepreneuriat (2IAE)	
Pays	Côte d'Ivoire, Canada
Région	Abidjan, Lacs, Agnéby-Tiassa, Moronou
Ville	Palmeraie (Abidjan), Yamoussoukro, Yopougon, Azaguié, M'batto
Structure	
Type de structure	Privée (création : 2006)
Financements actuels / principaux	Quasi exclusivement en fonds propres (frais d'inscription et prestation à des entreprises privées et crédits investissements des banques)
Organisation et gouvernance	Le bureau canadien permet l'organisation de séminaires en ligne avec des consultants canadiens (cadres d'entreprises) qui interviennent lors des formations. La structure d'Azaguié est dédiée à l'incubation.
Coût	Le coût de formation d'un apprenant varie selon le type de formation : <ul style="list-style-type: none"> - 200k FCFA pour les formations qualifiantes, - 800k à 1M FCFA pour un Master.
Profil des bénéficiaires actuels	Majoritairement des jeunes demandeurs d'emploi et des étudiants. La plupart des apprenants en formation qualifiante ont un niveau CM2. Une minorité de bénéficiaires rentrent avec un niveau bac ou bac +2. Expérience avec les publics vulnérables (migrants de retour) dans le cadre de l'IC UE-OIM.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 8200-1200 étudiants répartie selon les sites : <ul style="list-style-type: none"> - Palmeraie : 1500-2000 ; - Yamoussoukro : 400 ; - Yopougon : 2000-3000 ; - Azaguié (incubation) : 4000-4500 ; - M'batto : 300. <p>Cette capacité doit aussi prendre en compte la contrainte des autres formations en cours. Pour les formations qualifiantes, forte flexibilité et capacité de développer des <i>curricula</i> sur mesure. Dans le cadre de l'IC UE-OIM, 220 migrants de retour ont été accompagnés par 2IAE sur deux ans.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Réseaux sociaux (Facebook) : https://www.facebook.com/Groupe2iae/ Site internet de l'institut : https://www.2iae.com/pages/
Détails sur les formations	

<p>Filières de formation</p>	<p><u>Formations qualifiantes (Certificat) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture tropicale option végétal (culture vivrière) (CM2 minimum) ; - Formation en génie civil (Conducteur de travaux bâtiments) (3^{ème} minimum) ; - Maçonnerie, menuiserie, électricité, plomberie, carrelage, caisse et auxiliaire de pharmacie (CM2 minimum). <p><u>BTS tertiaire (diplômant) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Finance, comptabilité, gestion d'entreprise ; - Gestion commerciale ; - Ressources humaines et communication ; - Logistique ; - Sciences de l'information. <p><u>BTS Industriel (diplômant) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Informatique, développeur d'applications ; - Génie civil option bâtiment ; - Génie civil option travaux publics ; - Agriculture tropicale option végétal ; - Agriculture tropicale production animale ; - Industrie agro-alimentaire, chimie et contrôle. <p><u>Licence / Master (diplômant) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources humaines ; - Marketing ; - Finance / contrôle de gestion ; - Informatique ; - Administration des entreprises ; - Environnement et développement durable. <p>Le centre d'Azaguié est dédié à l'incubation : pisciculture, transformation agricole, élevage et BTP (chantier-école).</p>
<p>Conditions d'entrée</p>	<p>Savoir lire et écrire et niveau CM2 pour la plupart des formations qualifiantes (cf. détail des filières). Avoir le baccalauréat pour les BTS.</p> <p>Fourniture d'un document d'identité, d'un extrait de naissance, les diplômes (selon filière), quatre photos d'identité.</p>
<p>Déroulé des formations</p>	<p>Variable selon les filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formations qualifiantes : de 4 à 6 mois ; - BTS : 2 ans (possible en 3 si pas de bac) ; - Licence : 3 ans ; - Master : 2 ans.
<p>Fréquence des cohortes</p>	<p>Variable en fonction des filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une cohorte par an pour les formations qualifiantes (mais adaptable en fonction du partenaire/client) ; - Deux cohortes par an pour les BTS ; - Une cohorte par an pour les licences et masters.
<p>Dominante (pratique ou théorique)</p>	<p>Les formations qualifiantes et les BTS sont à dominante pratique : 40% de théorie, 60% de mise en application pratique. Les formations exigent un travail personnel.</p>
<p>Alphabétisation</p>	<p>A représenté une barrière pour certains bénéficiaires de l'IC UE-OIM. L'institut a proposé un accompagnement pour les bénéficiaires qui ont démontré une vraie motivation, mais pas d'activité d'alphabétisation à proprement parler.</p>

Manuel	<p>Les manuels et fascicules sont édités en interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manuels de programme général ; - Manuels et fascicules pour les formations spécifiques. <p>Mise à disposition de tous les étudiants d'une bibliothèque numérique sur l'intranet du centre.</p>
Formateurs	<p>Prérequis pour les formateurs : autorisation d'enseigner du METFPA. Les entretiens se font sur la base de la compétence par rapport aux filières.</p> <p>Cours en petits effectifs, variables selon les formations. Maximum de 35 personnes.</p>
Certification	<p>L'intégralité des formations sont agréées par l'État.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certificat qualifiant/diplômant à l'issue des formations ; - Pour les BTS, passage de l'examen national ; - Les examens pour les licences et masters se font en interne, sous la supervision et avec l'agrément du Ministère.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Pas de <i>per diem</i> pour les participants non-accompagnés par une structure extérieure.</p> <p>Dans le cadre de l'IC UE-OIM, 30 000 FCFA par mois.</p> <p>Bénéficiaires de l'AEJ, 30 000 FCFA par mois.</p> <p>Les différences d'accès à des <i>per diem</i> peuvent créer des frustrations entre étudiants.</p>
Suivi post-formation	<p>L'accompagnement post-formation se fait à travers un appui informel d'aide à la recherche de stages et d'emplois via le réseau de partenaires privés de l'institut.</p>
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p>Formations qualifiantes des filières agricoles : 80% d'insertion via la création de micro entreprises.</p> <p>Formations qualifiantes dans le BTP : entre 30 et 40% mais il s'agit principalement d'auto-emploi provisoire donc difficile de donner des chiffres précis d'insertion durable.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Profils de bénéficiaires des formations qualifiantes relativement similaires à ceux des migrants de retour (hommes jeunes).</p> <p>Formations compatibles avec les attentes des migrants de retour (courtes, diplômantes, rémunérées).</p> <p>Expérience d'accueil de migrants de retour (dans le cadre de l'IC UE-OIM). L'institut souligne l'importance de la motivation des bénéficiaires pour éviter le décrochage.</p>
Capacité d'accueil	<p>Dans le cadre de l'IC UE-OIM : 70 bénéficiaires la première année.</p> <p>2IAE avait proposé de prendre en charge 300-400 bénéficiaires la deuxième année mais l'OIM en aurait assigné 150 la deuxième année.</p> <p>Pas de limitation importante liée à la disponibilité de locaux ou de professeurs.</p>
Partenariats avec le secteur privé	<p>L'institut intervient dans des formations continues de courte durée, du renforcement de capacités et des séminaires avec des entreprises.</p> <p>L'institut est membre du GIE BTP avec lequel il collabore en consortium pour répondre à des passations de marché public.</p>

Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat avec l'IC UE-OIM. Depuis, l'Institut continue de collaborer avec l'AEJ sur des formations qualifiantes complémentaires pour les bénéficiaires de l'AEJ.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Certains migrants de retour avaient décroché de toute forme d'emploi depuis trop longtemps pour suivre une formation et l'absence d'alphabétisation de certains a été une barrière pour s'appropriier les supports de formation.</p> <p>Le niveau d'information des migrants sur les services proposés par l'OIM et 2IAE a aussi nécessité un important travail de dialogue et de pédagogie de la part du corps encadrant et de l'OIM.</p>
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	M. Alphonse TANO, Directeur des Études adjoint
Contact	Attousuper2013@gmail.com / 07 07 49 47 72 / 01 01 73 50 02

Fiche Partenaire 7 : Société Ivoirienne des Technologies Modernes (SITM)

Société Ivoirienne des Technologies Modernes (SITM)	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Abidjan
Ville	Abidjan (capacité à projeter des équipes de formation sur tout le territoire)
Structure	
Type de structure	Privée (création : 2009)
Financements actuels / principaux	Fonds propres (frais d'inscription et prestations à des entreprises privées) pour 90%. Financements OIM dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM pour 10%.
Coût de la formation	600 000 FCFA, dans le cadre d'une formation de cinq mois.
Profil des bénéficiaires actuels	Majoritairement des jeunes demandeurs d'emploi et des étudiants ; souvent des profils disposant d'une éducation de niveau école primaire ou des diplômés de l'enseignement supérieur en recherche de reconversion. Femmes minoritaires (moins de 10%). Expérience avec les migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM.
Capacité totale (actuelle et à terme)	200-300 personnes par an. Dans le cadre de l'IC UE-OIM : accueil de 60 apprenants par session (chaque année). Nombre de bénéficiaires limités à 60 du fait de deux contraintes : <ul style="list-style-type: none"> - Les autres formations ; - Les migrants de retour accompagnés par l'OIM bénéficiaient d'une mise en stage pratique, impliquant un suivi bien plus conséquent.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Réseaux sociaux (https://www.facebook.com/SITMformation/) Journaux locaux (Fraternité Matin)
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>Trois filières :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Chauffeur professionnels (y compris poids lourds) ; - Magasinier ; - Conducteur d'engins BTP.
Conditions d'entrée	Savoir lire et écrire pour appréhender les supports de formation ; Fourniture d'un document d'identité, d'un extrait de naissance et d'une photo d'identité
Déroulé des formations	Formation de cinq mois, en quatre étapes : <ul style="list-style-type: none"> - Volet théorique ; - Formation sur simulateur ; - Session d'application sur parc d'engins ; - Stage de mise en conditions.
Fréquence des cohortes	Variable en fonction des filières et des besoins : entre 6 et 7 cohortes par année.
Dominante (pratique ou théorique)	La formation professionnelle est à dominante pratique : 70% en moyenne (30% théorie).

Alphabétisation	Pas d'appui proposé. A été la principale barrière pour les migrants de retour. Certains ont dû être retirés de la formation.
Manuel	Les manuels de formation distribués sont conçus par la SITM
Curricula	Les programmes de formation sont agréés par le FDFP comme formation qualifiantes
Formateurs	Formateurs issus du secteur privé et reconnus dans leurs domaines de compétences et mettant à jour leurs compétences par la pratique. En fonction des phases de la formation, encadrement de petits groupes (dizaine d'apprenants pendant la formation pratique).
Certification	Certificat qualifiant à l'issue d'un examen continu : évaluation à l'issue de chacune des 3 premières étapes de la formation (avant le stage)
Perdiem et taux de déperdition	En général pas de <i>per diem</i> et de frais de transport. Déjeuner pris en charge pour toutes les formations et hébergement pris en charge pendant le stage. <i>Per diem</i> et frais de transports des bénéficiaires pris en charge par l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM. Aucune déperdition dans les cursus classiques. Entre 5 et 7% de déperdition dans le cadre de l'IC UE-OIM.
Suivi post-formation	Le suivi post formation s'articule autour de deux axes principaux : <ul style="list-style-type: none"> - Aide à la mise en contact avec des employeurs potentiels via le réseau de l'équipe de formateurs dans le secteur privé ; - Aide à la réalisation de certaines démarches administratives (obtentions du permis, de papiers d'identité...). Le suivi n'est pas institutionnalisé et se structure autour d'affinités personnelles et d'une communauté d'anciens élèves.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	70-75% : à défaut de trouver des emplois sur les chantiers en conducteurs d'engins, des bénéficiaires deviennent chauffeurs professionnels.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Profils de bénéficiaires relativement similaires à ceux des migrants de retour (hommes jeunes). Formations très compatibles avec les attentes des migrants de retour (courtes, diplômantes, rémunérées). Expérience d'accueil de migrants de retour (dans le cadre de l'IC UE-OIM)
Capacité d'accueil	Actuellement limitée (une centaine d'apprenants par an).
Partenariats avec le secteur privé	Les équipes de formation sont issues du secteur privé et disposent d'un réseau étendu dans le domaine du BTP, du transport professionnel et de la conduite de chantier. Pas de partenariats officiels, mais des clients réguliers issus du secteur privé.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	Les migrants de retour pâtissent parfois d'une mauvaise réputation chez les employeurs du secteur, qui les discriminent parfois. La mise en stage avant l'embauche a été un moyen efficace de lever ces réticences initiales.
Contacts	
Point focal	M. Souah Casimir DORÉ, Responsable des formations
Contact	souahdore@gmail.com / +225 22 41 38 98 / +225 09 33 96 33

Fiche Partenaire 8 : Action-Entreprise

Action-Entreprise	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Abidjan, Gbêkê, San Pedro, Haut-Sassandra, Poro
Villes	Abidjan, Bouaké, San Pedro, Daloa, Korhogo
Structure	
Type de structure	Privée (création : 2006)
Financements actuels / principaux	<p>Financements provenant principalement d'acteurs du secteur privé, en paiement de prestations de service sur des formations / des études et du renforcement de compétences.</p> <p>En complément, la structure reçoit des financements de certains PTF (OIM, GIZ, AFD) pour l'organisation de formations ou de projets d'appui à l'emploi et à l'insertion économique. Financements de l'Agence Régionale Agriculture et Alimentation (ARAA) sur fonds de la coopération suisse (DDC).</p>
Organisation et gouvernance	<p>Structure duale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une entreprise qui intervient comme cabinet de conseil et de formation et vend des prestations de service au secteur privé en Côte d'Ivoire et en Guinée ; - Une ONG, qui accompagne des initiatives de développement à travers des études et des activités de formation professionnelle et de réinsertion socio-économique (comme dans le cadre de l'IC UE-OIM).
Coût	<p>Varie selon les modalités de formation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 000 FCFA par bénéficiaire pour la partie formation ; - Sur les chantiers-école, et les projets de réhabilitation, il faut compter en plus les frais de matériaux
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Majoritairement des jeunes vulnérables (réinsertion d'anciens combattants dans le passé), de jeunes déscolarisés ou sans formation primaire.</p> <p>Minoritairement, des bénéficiaires disposant d'une éducation secondaire ou universitaire.</p>
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Capacité de formation extensible, et organisation de formations de manière <i>ad hoc</i> dans une perspective d'insertion massive.</p> <p>Cohortes allant de 300 à 800 bénéficiaires sur 6 mois sur des projets similaires (financés par l'AFD, la Banque Mondiale, la GIZ ou l'AEJ).</p> <p>L'organisation dispose de bureaux à Abidjan, Bouaké San Pedro, Daloa et Korhogo mais peut déployer des chantiers ou champs-écoles sur tout le territoire.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Réseaux sociaux (https://m.facebook.com/Action-Entreprises-1281483175240355/)</p> <p>Référencement par les partenaires et bailleurs</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>Bâtiments, travaux publics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Peinture ; - Installation sanitaire ; - Électricité ; - Carrelage ; - Menuiserie ; - Ferrailage ; - Finitions. <p><u>Agriculture :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture vivrière ; - Possibilité d'étendre à d'autres filières (anacarde, maraîchage, élevage). <p>Formation transversale en entrepreneuriat / gestion d'entreprise. Dans certains cas, et en fonction des profils des bénéficiaire, accompagnement à la formalisation et au développement d'une entreprise. Cette partie est accomplie par la partie entreprise d'Action-Entreprise et pas par l'ONG.</p>
Conditions d'entrée	<p>Fourniture d'un document d'identité, d'un extrait de naissance et d'une photo d'identité pour l'enregistrement.</p> <p>Pas de prérequis en termes d'alphabétisation.</p>
Déroulé des formations	<p>Formation de six mois.</p> <p>Les formations ont une forte dominante pratique et se structurent toutes autour de chantiers-écoles, de champs-écoles et de fermes-écoles. À chaque étape de la formation, les professeurs expliquent la théorie avant une mise en application immédiate dans le cadre de l'objectif pratique du chantier / champ / de la ferme.</p>
Fréquence des cohortes	<p>Fréquence des cohortes flexible en fonction des exigences du bailleur.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>La formation professionnelle est à forte dominante pratique.</p>
Alphabétisation	<p>Pas d'appui proposé à l'alphabétisation, mais les formations sont très pratiques et se déroulent avec peu de supports écrits.</p>
Manuel	<p>-</p>
Curricula	<p>Les formations ne sont pas agréées par le ministère, la demande d'agrément est en cours.</p>
Formateurs	<p>Les formateurs sont principalement des formateurs professionnels issus du Centre de perfectionnement des métiers du bâtiment de Koumassi (CPM-BAT) et des anciens élèves.</p> <p>Chaque formateur encadre un nombre restreint d'élèves (variable entre les chantiers mais aux alentours de 20-30 apprenants par formateur).</p>
Certification	<p>Certificat obtenu à la fin de la formation à la suite d'un contrôle continu opéré par les professeurs.</p>

Perdiem et taux de déperdition	<p>Dépend des bailleurs de chaque cohorte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 45 000 FCFA par mois dans le passé (Banque mondiale) - 30 000 FCFA par mois avec l'OIM. <p>Le centre suggère 45 000 FCFA par mois dans le cas où les frais de transports sur les sites de formation sont élevés.</p>
Suivi post-formation	<p>Suivi post-formation significatif pour toutes les formations. S'effectue de manière bénévole mais structurée autour d'un réseau actif <i>d'alumni</i> et animé par les formateurs. Les formateurs encouragent le suivi avec les anciens élèves et la structure les appuie régulièrement : mise en contact avec des entreprises, conseil sur le développement stratégique, aide dans des démarches administratives, renforcement de capacités pour répondre à des passations de marchés.</p>
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p>L'organisation ne dispose pas de statistiques précises puisque beaucoup de bénéficiaires s'insèrent dans l'emploi informel via des missions courtes.</p> <p>Action-entreprise estime que plus de 50% trouvent une activité à la fin de la formation et constate un taux d'abandon de moins de 25% durant les formations.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Profils de bénéficiaires très similaires à ceux des migrants de retour appuyés (hommes jeunes).</p> <p>Formations très compatibles avec les attentes des migrants de retour (courtes, professionnalisante et ne nécessitant pas de prérequis).</p> <p>Expérience d'accueil de migrants de retour (dans le cadre de l'IC UE-OIM).</p>
Capacité d'accueil	<p>Jusqu'à 500 bénéficiaires par cohorte répartis sur différents sites et pour des formations de six mois. Jusqu'à deux cohortes par an.</p>
Partenariats avec le secteur privé	<p>Important réseau dans le secteur privé (notamment BTP et agriculture) auprès d'artisans, entrepreneurs, TPE et PME ivoiriennes, qui sont les clients ou partenaires d'Action-Entreprise, et d'où sont issus certains formateurs.</p>
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>Dans le cadre de l'IC, Action-Entreprise avait initié un partenariat avec l'AEJ pour la formation en chantier école de certains bénéficiaires des programmes de l'AEJ. Ce partenariat avec l'AEJ est toujours en cours.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Il n'y a pas de financement qui suit l'insertion ou la création d'une activité. Action-Entreprise suggère de proposer des fonds d'amorçage qui permettraient aux jeunes d'acheter du matériel et faciliterait l'insertion dans l'économie formelle pour obtenir des plus contrats plus importants.</p>
Autres remarques	<p>Le fait de proposer des formations mélangeant des jeunes migrants de retour et des jeunes de la communauté était particulièrement important pour assurer qu'il n'y ait pas de stigmatisation du projet ou des bénéficiaires, et a contribué à la réinsertion sociale des migrants de retour.</p> <p>Forte expérience des projets internationaux et du travail avec des PTF (GIZ, OIM, Banque Mondiale, AFD, SDC).</p>
Contacts	
Point focal	M. Zana Aly OUATTARA, Directeur Général
Contact	zanaaly@yahoo.fr

Fiche Partenaire 9 : Institut de Formation Sainte Marie (IFSM)

Institut de Formation Sainte Marie (IFSM)	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Abidjan
Villes	Abidjan (Cocody, Adjamé, Koumassi, Yopougon, Abobo)
Structure	
Type de structure	Privée, créé en 2006
Financements actuels / principaux	Financements tirés principalement des frais de scolarité payés par les élèves ou par les institutions qui les envoient.
Organisation et gouvernance	L'institut regroupe 8 écoles : <ul style="list-style-type: none"> - 2 à Abidjan – Cocody ; - 1 à Abidjan – Angré ; - 1 à Koumassi ; - 1 à Yopougon ; - 3 à Abobo.
Coût	Coût des formations qualifiantes entre 140 000 et 300 000 FCFA 50% des frais sont pris en charge par l'école, le reste à la charge des étudiants (système de bons de prise en charge)
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes en formation initiale et en reconversion. La majeure partie des bénéficiaires viennent de milieux défavorisés, avec un niveau éducatif école primaire.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Chacune des 8 écoles dispose d'au moins 20 classes accueillant chacune 50 élèves.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Via le site internet : https://ifsm.ci/ Réseaux sociaux : https://www.facebook.com/IFSMOfficiel/ Publication de spots publicitaires à la télévision et la radio, et distribution de flyers dans les quartiers à proximité des écoles.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>BTS</u> : Comptabilité, RH et communication, Gestion commerciale, informatique et télécommunications, Développeur, Assistant de direction, Communication visuelle, Électrotechnique, Tourisme-hôtellerie, Agriculture tropicale option production animale, BTP, Maintenance des systèmes de production, Transport et logistique.</p> <p><u>Secondaire technique et formation professionnelle (Bac technique ou BT)</u> : Secrétariat, Comptabilité, Électronique, Sciences médico-sociale, Hôtellerie</p> <p><u>Formations qualifiantes (CQP)</u> : Auxiliaires de pharmacie, Aide-soignant(e), Gestion de caisse, Transit transport douane, Pâtisserie-cuisine, Coiffure esthétique</p> <p>Le centre propose aussi des formations diplômantes de bac+2 à bac+5.</p>

Conditions d'entrée	<p>Fourniture de documents d'identité et d'un document d'identité pour les formations qualifiantes. Fourniture, en plus, des diplômes légalisés pour les formations diplômantes.</p> <p><u>Niveau minimal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation qualifiante (CQP) : 6^{ème} ; - Bac et BT : 3^{ème} avec ou sans le BEPC pour les bacs et B ; - BTS : baccalauréat ou au moins 8/20 au baccalauréat ;
Déroulé des formations	<p>6 à 8 mois, plus 2 mois de stage pour les formations qualifiantes.</p> <p>1 à 3 ans pour les formations diplômantes.</p>
Fréquence des cohortes	Une cohorte par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations qualifiantes ont une forte dominante pratique (près de 95% de la formation).
Alphabétisation	Pas d'appui proposé à l'alphabétisation et les élèves doivent avoir un niveau minimal en lecture et écriture pour suivre les supports de formation.
Manuel	<p>Manuels élaborés par l'école sous la supervision d'un conseil d'enseignement.</p> <p>Les manuels sont les mêmes pour les 8 écoles et compris dans les frais d'inscription.</p>
Curricula	<p>Les formations qualifiantes sont validées par une présence d'au moins 90% et une moyenne générale d'au moins 12/20.</p> <p>Les BTS suivent le cursus national et sont sanctionnés par un examen final.</p>
Formateurs	<p>Professionnels spécialisés dans leur domaine et recrutés sur dossier via le collège des directeurs d'école.</p> <p>Les classes comprennent généralement un maximum de 50 élèves.</p>
Certification	Les formations qualifiantes octroient un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) reconnu par l'État et le FDFP.
Perdiem et taux de déperdition	Le centre ne propose pas de <i>per diem</i> ni de remboursement des frais de transport ou de nourriture.
Suivi post-formation	<p>Peu de suivi post formation.</p> <p>L'IFSM puise dans son réseau de structures issues du secteur privé pour proposer des stages aux élèves en fin de formation.</p>
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	60% des élèves trouvent des emplois durables à l'issue du stage. Pas de filière plus performante que les autres.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>La majorité des élèves de l'IFSM correspondent à des profils relativement proches de ceux des migrants de retour : des jeunes en reconversion et disposant d'un niveau d'éducation primaire.</p> <p>L'IFSM a collaboré avec le cabinet Forscot dans le cadre de l'IC UE-OIM et a donc une expérience dans le suivi et la formation de migrants de retour.</p>
Capacité d'accueil	Au total, entre 400 et 800 bénéficiaires par an (à hauteur de 50-100 par école).

Partenariats avec le secteur privé	Partenariats avec des entreprises privées locales pour l'obtention de stage en faveur des étudiants. Liste des partenaires non disponible.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'IFSM a un partenariat avec l'AEJ et forme un certain nombre de jeunes référencés par l'AEJ.
Remarques	
Défis exprimés	Les étudiants qui souhaitent créer leur propre structure (pâtisseries, boutiques par exemple) ont besoin d'appuis supplémentaires pour trouver les financements nécessaires.
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	M. Maxime BAZARE, Chargé des projets
Contact	maxime.bazare24@gmail.com / 0757677739

Fiche Partenaire 10 : Centre de formation professionnelle évangélique de Bouaflé

Centre de formation professionnelle évangélique de Bouaflé	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Marahoué
Villes	Bouaflé (Kotoba)
Structure	
Type de structure	Privée, créée en 1984
Financements actuels / principaux	Financements privés (frais d'inscription).
Organisation et gouvernance	Structure privée indépendante. L'école intègre une entreprise déclarée pour pouvoir contracter des marchés à Bouaflé et Abidjan afin d'organiser des chantiers-école pour les formations BTP.
Coût	<ul style="list-style-type: none"> - Brevet technique : 150 000 FCFA ; - CAP : 100 000 FCFA ; - Formation qualifiante : 50 000 FCFA ; - Programmes condensés : à déterminer avec les partenaires ; - Internat pour 9 mois de formation : 50 000 FCFA. <p>Ces coûts ne prennent pas en compte les frais liés à certains outils, accessoires et matériel utilisé.</p> <p>Le centre offre des réductions sur les frais d'inscription, et prend en charge les frais d'internat à certains élèves en fonction de leur niveau de revenus.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes en formation initiale et en reconversion de tout niveau. Principalement masculins (90% des cohortes).
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 450 à 500 élèves, dont une vingtaine en formation qualifiante. Le centre dispose de : <ul style="list-style-type: none"> - 15 salles pouvant recevoir de 30 à 70 élèves ; - 3 ateliers (2 en menuiserie, 1 en maçonnerie) ; - 1 salle informatique ; - 1 internat de 30 lits.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet, réseaux sociaux, publication de spots publicitaires à la radio, distribution de flyers et affichage dans les quartiers d'intérêt, organisation d'événements promotionnels (tourné dans les villages, journées portes ouvertes et manifestation de jeunes)
Détails sur les formations	

Filières de formation	<u>Brevet technique et CAP :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Comptabilité ; - Secrétariat ; - BTP général ; - Menuiserie et Ébénisterie ; - Charpenterie ; - Maçonnerie. <u>Formations qualifiantes :</u> <ul style="list-style-type: none"> - BTP général ; - Menuiserie et Ébénisterie ; - Charpenterie ; - Maçonnerie. <p>Le centre propose aussi des baccalauréats techniques (Bac G2 et D) Les formations liées au BTP s'effectuent en chantier-école. Possibilité de condenser certains programmes longs (BT et CAP) en une formation condensée de 6 à 12 mois.</p>
Conditions d'entrée	Fourniture d'une pièce d'identité, paiement des frais de scolarité, savoir lire et écrire.
Déroulé des formations	6 mois pour les formations qualifiantes. 1 à 3 ans pour les formations diplômantes (6 à 12 mois si suivi en programme condensé).
Fréquence des cohortes	Une cohorte par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations qualifiantes ont une forte dominante pratique (près de 90% de la formation).
Alphabétisation	Pas d'appui proposé à l'alphabétisation mais fort besoin pour les jeunes en formation qualifiante. Organisation de stages de mise à niveau pour les jeunes en CAP (prépa-CAP)
Manuel	Utilisation des manuels du METFPA.
Formateurs	Principalement issus de l'IPNET ou des professionnels spécialisés dans leur domaine. Le nombre d'élèves par classe et par enseignant varie selon les enseignements : <ul style="list-style-type: none"> - CAP et BT menuiserie : 10 par classe ; - Bac G2 et D : 20 à 25 par classe ; - BT Comptabilité et secrétariat : 30 par classe ; - BT BTP : 40 par classe.
Certification	Les formations qualifiantes octroient un Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) reconnu par l'État. Les étudiants en CAP et BT reçoivent le diplôme à l'issue de l'examen national. Évaluations sommaires dans le cadre des formations qualifiantes.
Perdiem et taux de déperdition	Le centre ne propose pas de <i>per diem</i> ni de remboursement des frais de transport. Certains partenaires prévoient des <i>per diem</i> pour leurs bénéficiaires. Taux de déperdition relativement important, de 30 à 40%. Les raisons principales invoquées sont le manque de moyens financiers et le manque d'encouragements familiaux.

Suivi post-formation	<p>Important soutien à la recherche de stage à la suite des formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation à l'utilisation des sites de recherche d'emploi ; - Aide à la recherche de stages de perfectionnement pour les diplômés d'État ; - Les bénéficiaires des formations qualifiantes trouvent généralement un emploi, avec ou sans soutien, avant la remise des certificats.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	95% des élèves sont insérés sur le marché de l'emploi à l'issue de leur formation.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Le centre suit un modèle social visant à favoriser la réinsertion de jeunes en difficulté à Bouafé et dispose d'une expérience significative dans l'accompagnement à la formation de profils vulnérables.</p> <p>Expérience passée avec l'accompagnement de bénéficiaires d'un projet de l'Union européenne.</p> <p>Fort ancrage local (collectivités locales, mairie, conseil régional) de la région, expérience avec des PTF (Tifon Suisse et Hollande, AED, Mission WEC)</p>
Capacité d'accueil	<p>25 migrants de retour en menuiserie-ébénisterie ; 25 en maçonnerie.</p> <p>Capacité d'accueil limitée par le manque d'équipement et d'outils dans les cursus de formation qualifiante.</p>
Partenariats avec le secteur privé	Aucun
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat avec l'AEJ qui réfère des bénéficiaires vers le Centre.
Remarques	
Défis exprimés	Le manque d'outils et d'équipement adaptés aux filières de formation qualifiante limite la capacité d'absorption de migrants de retour.
Autres remarques	Aucune
Contacts	
Point focal	M. Koffi BROU, Directeur
Contact	directioncfpe@gmail.com / cfpbouafle.info@gmail.com / 0708382130 / 0142243146



Fiche Partenaire 11 : École supérieure Gadji (ESUG)

École supérieure Gadji (ESUG)	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Abidjan
Villes	Abidjan (Plateau), Yopougon, Port Bouët
Structure	
Type de structure	Privée, créée en 2008
Financements actuels / principaux	Fonds propres et financement par les frais d'inscription
Organisation et gouvernance	Centre de formation privé réparti sur 3 sites : Abidjan, Yopougon et Port Bouët
Coût	Selon les formations entre 100 000 FCFA (formations qualifiantes) et 500 000 FCFA (formations diplômantes)
Profil des bénéficiaires actuels	Niveau 6 ^{ème} à 3 ^{ème} pour les formations qualifiantes. École privée impliquant que les élèves ont les moyens de subvenir à leurs besoins, pour les formations diplômantes.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale : 690-1210 apprenants <ul style="list-style-type: none"> - Plateau : 80-200 (4 salles de 20 à 50 personnes) ; - Yopougon : 120-460 (6 salles de 20 à 60 personnes) ; - Port Bouet : 490-650 (13 salles de 40 à 50 personnes) ; - Un Amphithéâtre de 100 places à Plateau.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet : https://groupe-esug.com Facebook: https://www.facebook.com/Esug15isgea04/ Flyers distribués pendant des évènements et pancartes affichées.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>Filières qualifiantes (CQP)</u> : Caisse spécialisée, Caisse auxiliaire, Auxiliaire en Pharmacie, Aide-soignant <u>Filières diplômantes (BTS)</u> : Déclarant en douane, Secrétaire médical, Inspecteur commercial, Secrétaire comptable Des cours sur les techniques de l'entrepreneuriat sont proposés de manière transversale.
Conditions d'entrée	Fourniture d'une pièce d'identité, paiement des frais de scolarité, savoir lire et écrire. La sélection se fait sur dossier.
Déroulé des formations	3 à 4 mois pour les formations qualifiantes, suivies de 2 à 3 mois de stage. Durée des formations diplômantes selon les cursus de l'éducation nationale.
Fréquence des cohortes	Trois cohortes par an pour les formations qualifiantes de 4 mois.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations qualifiantes ont une dominante pratique (60% de la formation).

Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation et les étudiants doivent savoir lire et écrire. Des cours de français sont donnés à l'école, mais il s'agit de cours d'expression orale.
Manuel	Les manuels sont directement produits par l'école sur la base des programmes nationaux.
Curricula	<i>Curricula</i> suivant le programme national et mis à jour régulièrement par l'équipe pédagogique de l'école.
Formateurs	Formateurs issus du monde professionnel et recrutés sur dossier.
Certification	Les CQP donnent droit à des certificats reconnus par l'État, et les BTS s'insèrent dans le cursus délivrant le diplôme national.
Perdiem et taux de déperdition	L'école ne propose pas de <i>per diem</i> . Le taux de déperdition est décrit comme négligeable.
Suivi post-formation	L'école dispose d'un réseau informel de partenaires dans le secteur privé qui permet de placer les élèves en stage à l'issue de la formation. L'école a aussi développé un réseau d'anciens élèves avec lesquels elle échange et dont les activités professionnelles fournissent des débouchés aux élèves.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques, une majorité d'élèves trouve un emploi en fin de formation.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Les profils présentés par la plupart des apprenants dans les filières diplômantes sont assez éloignés de ceux de la majorité des migrants de retour. Néanmoins, propose des formations de qualité dans un nombre important de domaines pertinents pour les migrants de retour, notamment dans les formations qualifiantes.
Capacité d'accueil	Capacité d'accueil de 100 migrants de retour par an sur les formations qualifiantes.
Partenariats avec le secteur privé	Aucun, en dehors du réseau informel pour le placement.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'AEJ et la DAIP du METFPA orientent certains de leurs bénéficiaires vers l'école. L'AEJ fait aussi partie des partenaires pour l'identification de débouchés professionnels post-formation.
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	L'école souligne l'importance d'octroyer des <i>per diem</i> aux migrants de retour, notamment pour le transport. Ouverture à partir de septembre 2022 des filières Mécanique, Plomberie, Électricité, Maçonnerie, Peinture et Bâtiment à Port Bouët et Yopougon.
Contacts	
Point focal	M. Agodio Séraphin GADJI, Directeur
Contact	Agodio2008@gmail.com / Esug2019@gmail.com

Fiche Partenaire 12 : Centre de formation professionnelle Lasalle

Centre de formation professionnelle Lasalle	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Haut Sassandra
Villes	Daloa (Gboguédia)
Structure	
Type de structure	Semi-privée confessionnelle, créée en 1988
Financements actuels / principaux	Subventions de l'État et fonds privés (dons)
Organisation et gouvernance	Structure privée dépendant du diocèse de Daloa et soutenu financièrement par MISEREOR (l'Œuvre de l'Église catholique en Allemagne).
Coût	Le coût des formations varie entre 50 000 FCFA et 70 000 FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes en formation initiale et en reconversion de tout niveau.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 470 places, dont 100 en formation qualifiante. Le centre dispose de : <ul style="list-style-type: none"> - 14 salles de 50 places ; - 3 laboratoires d'électronique ; - 3 laboratoires d'électricité ; - 1 atelier de métallurgie ; - 1 atelier de plomberie.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Réseaux sociaux, radios locales (Daloa), journées portes ouvertes et distribution de prospectus lors d'évènements publics.
Détails sur les formations	
Filières de formation	Toutes les formations du centre sont des formations qualifiantes (CQP). <u>CQP disponibles</u> : Métallurgie, Électricité industrielle, Électricité bâtiment, Électronique, Froid, Rembobinage, Plomberie. Modules sur l'entrepreneuriat existants dans le cadre d'un partenariat avec le PEJEDEC.
Conditions d'entrée	Fourniture d'une pièce d'identité et d'un extrait de naissance ; savoir lire et écrire.
Déroulé des formations	Formations de 6 mois.
Fréquence des cohortes	Une cohorte par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations qualifiantes ont une forte dominante pratique (près de 90% de la formation).

Alphabétisation	Formation axée sur la pratique donc l'alphabétisation n'est pas une barrière majeure. Pas de cours d'alphabétisation disponible (pas de moyens financiers suffisants), mais partenariat avec l'école Saint Joseph de Daloa vers qui sont référés les élèves en difficulté.
Manuel	Utilisation de la matrice pédagogique des programmes du METFPA et adaptation aux besoins des formations. Les manuels sont mis à disposition sans coûts supplémentaires.
Curricula	-
Formateurs	Les formateurs sont tous des anciens élèves, parmi les plus brillants. Il y a actuellement 14 formateurs, soit un par salle et pour 50 élèves.
Certification	Délivrance d'un certificat reconnu par la Direction régionale du METFPA à l'issue des formations qualifiantes.
Perdiem et taux de déperdition	Aucun <i>per diem</i> n'est proposé aux élèves par le centre. Cependant, certains partenaires octroient des <i>per diem</i> (ex : OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM).
Suivi post-formation	Important soutien à la recherche de stage à la suite des formations, à travers le réseau d'anciens élèves ou via le SERFE intégré à l'école.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	70% des anciens élèves sont intégrés sur le marché de l'emploi
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le centre a une expertise spécifique en formation professionnelle qualifiante avec une forte dimension pratique et selon des modalités courtes (6 mois). Cette dimension pratique limite la barrière de l'alphabétisation et l'important réseau d'anciens élèves favorise l'insertion post-formation dans la région. Le centre a aussi l'expérience de l'accompagnement des migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM et a déjà largement travaillé avec des bailleurs internationaux (BM dans le cadre du PEJEDEC, en plus de l'OIM).
Capacité d'accueil	Pas de nombre précis. Dans le cadre de l'IC UE-OIM : 14 migrants formés.
Partenariats avec le secteur privé	SOLIBRA et Sucrivoire pour le placement de bénéficiaires en stage.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat avec l'AEJ qui réfère des bénéficiaires vers le centre.
Remarques	
Défis exprimés	Le centre manque de matériel pour ses ateliers et aurait été confronté à des vols de matériel de la part de certains migrants de retour. Dans le cadre de l'IC UE-OIM, les formations ont duré plus longtemps que prévu compte tenu de la nécessité de mettre à niveau les jeunes inscrits avant le début de la formation.
Autres remarques	-
Contacts	

Point focal	Abbé Patrice KONIAN, Directeur
Contact	konianpat@yahoo.fr / 0747695994 / 0707836412



Fiche Partenaire 13 : Centre technique Don Orione

Centre technique Don Orione	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Sud Comoé
Villes	Bonoua (Begnery)
Structure	
Type de structure	Centre privé créé en 1974
Financements actuels / principaux	Frais de scolarité et subvention de partenaires internationaux (IECD, Fondation Duval)
Organisation et gouvernance	Créé par le Père Angelo et l'Association des cadres de Bonoua (secteur privé).
Coût	CAP : 205 000 FCFA ; BT : 305 000 FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes en formation initiale et en reconversion d'un niveau 3 ^{ème} à Terminale.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 640 élèves (40 dans chaque filière).
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet : https://donorione-ci.org/ Réseaux sociaux : https://www.facebook.com/Centre-Technique-de-Bonoua-1969651976657380/ Presse télé : diffusion de spot publicitaires sur les chaînes régionales.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>CAP</u> : Électricité, Maçonnerie, Plomberie sanitaire, Mécanique générale, Menuiserie, Mécanique auto <u>Formation qualifiante (CQP)</u> : Électricité Les élèves reçoivent aussi des cours sur les techniques de l'entrepreneuriat, dispensés par IECD.
Conditions d'entrée	Fourniture d'une photo d'identité et d'un extrait de naissance ; savoir lire et écrire. Niveau éducatif requis : 3 ^{ème} /BEPC et test d'entrée pour le CAP, niveau 6 ^{ème} pour le CQP
Déroulé des formations	Formation sur 3 ans dans le cadre des CAP
Fréquence des cohortes	Une cohorte par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Format mixte : 2 jours sur 5 en formation pratique chaque semaine (à peu près 40%)
Alphabétisation	Pas de module d'alphabétisation, mais des cours d'expression orale en français
Manuel	Le centre dispose d'un fonds bibliographique de manuels mis à la disposition des élèves, mais les élèves doivent acheter certains manuels supplémentaires, en fonction des filières.

Curricula	<i>Curricula</i> à jour, notamment sur les formations à l'électricité qui ont reçu un renforcement de capacité (formation de formateurs, fourniture de matériel, refonte du <i>curriculum</i>) et une certification dans le cadre de l'action de l'IECD.
Formateurs	Les formateurs sont des enseignants techniques issus de l'IPNET. Ce sont des enseignants vacataires qui sont rattachés à un centre de formation public et viennent donner des cours supplémentaires au centre Don Orione. Deux coopérants français sont aussi formateurs dans le centre.
Certification	Délivrance du CAP et du BT pour les formations techniques diplômantes.
Perdiem et taux de déperdition	Aucun <i>per diem</i> n'est proposé aux élèves par le centre.
Suivi post-formation	Les élèves sont accompagnés dans la recherche de stage parmi les entreprises de la région et les entreprises partenaires du centre.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	45% d'insertion, pour les élèves installés dans la région de Bonoua (au-delà de ce chiffre rapporté, les partenariats privés développés suggèrent une insertion supérieure.)
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le centre Don Orione est spécialisé dans la formation professionnelle et technique et propose des formations adaptées aux attentes des migrants de retour (en termes de durées et de contenu). Le centre a été recommandé par l'IECD, notamment sur les filières qui ont été appuyées (électricité et plomberie sanitaire) et grâce au renforcement des capacités du centre en général (voir « autres remarques »).
Capacité d'accueil	Capacité d'accueil de 32 personnes en pension complète (dans le foyer). Possibilité plus large pour un logement en dehors du centre.
Partenariats avec le secteur privé	CFAO retail, Schneider Electrics, Nexans
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat avec l'Agence Emploi Jeune pour leur référencement
Remarques	
Défis exprimés	Difficultés de certains anciens élèves à obtenir des stages à l'issue des formations.
Autres remarques	Le centre a reçu un appui de l'IECD depuis 2017 (projet « Graine d'espérance ») : <ul style="list-style-type: none"> - Refonte et renforcement des filières Électricité et Plomberie sanitaire ; - Réhabilitation et équipement des ateliers ; formation des formateurs ; - Aide à l'insertion professionnelle des élèves ; appui à la certification comme centre d'excellence par RH Excellence Afrique ; - Soutien à la conclusion de partenariats avec la Fondation Duval et le Lycée des Métiers de Créteil (France).
Contacts	
Point focal	Père Athanase TANO, Directeur
Contact	Tathanase34@gmail.com / 0101642822 / 0747694081

Fiche Partenaire 14 : Centre professionnel artisanal et rural (CPAR) de Duékoué

Centre professionnel artisanal et rural (CPAR) de Duékoué	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Guémon
Villes	Duékoué
Structure	
Type de structure	Centre privé créé en 1987
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> - Frais de scolarité (30% des fonds) - Subventions et dons individuels extérieurs (70%)
Organisation et gouvernance	Fondé par le chapitre ivoirien des Salésiens de Don Bosco. Le centre a une mission évangélique, en plus de sa mission éducatrice.
Coût	Varie selon la durée des formations : de 130 000 FCFA à 230 000 FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes en formation initiale et en reconversion, souvent en échec scolaire dans l'enseignement général et issus de milieux défavorisés.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité totale de 385 élèves <ul style="list-style-type: none"> - 10 classes ; - 1 internat pour filles : 90-100 places ; - 1 internat pour garçons : 50 places.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Réseaux sociaux : https://www.facebook.com/cparduekoue/ Médias locaux
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>CAP</u> : Électricité bâtiment, mécanique générale, chaudronnerie <u>BT</u> : Électrotechnique, Métallurgie. <u>Formation qualifiante (CQP)</u> : Aide-soignant(e), Cuisine, Pâtisserie, Couture
Conditions d'entrée	Fourniture d'un document d'identité ; savoir lire et écrire si possible, mais cours de soutien à l'alphabétisation en fonction des profils. Niveau 5 ^{ème} exigé pour les formations qualifiantes.
Déroulé des formations	Formation de 2 ans pour les BT.
Fréquence des cohortes	Deux cohortes par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Format mixte : 2 jours sur 5 en formation pratique chaque semaine, le reste théorique.
Alphabétisation	Le centre offre des cours d'alphabétisation et de mise à niveau aux élèves en difficulté.
Manuel	Les programmes et manuels suivis sont ceux du gouvernement.

Formateurs	Les formateurs sont recrutés par appel d'offres et entretiens.
Certification	Délivrance du CAP et du BT selon les critères gouvernementaux. Les formations qualifiantes donnent droit à un certificat (CQP) reconnu par le METFPA.
Perdiem et taux de déperdition	Le centre ne propose pas de <i>per diem</i> .
Suivi post-formation	Centre partenaire de l'IECD, qui accompagne les élèves dans la recherche de stage et d'emploi.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	La quasi-totalité des anciens élèves sont insérés sur le marché de l'emploi.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le CPAR de Duékoué est spécialisé dans la formation professionnelle et technique et propose des formations adaptées aux attentes des migrants de retour (en termes de durée et de contenu). Le centre a reçu un appui de l'IECD pour renforcer la qualité de ses formations et l'insertion des élèves dans le cadre du projet « Graine d'espérance » et propose des formations réputées de qualité avec un taux d'insertion post-formation important.
Capacité d'accueil	Capacité d'absorption de 50 jeunes par cohorte sur les CQP (100 par an).
Partenariats avec le secteur privé	Partenariats développés grâce à l'IECD mais pas de liste détaillée.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	Le centre souhaite agrandir sa capacité d'accueil pour permettre à tous les élèves de résider sur place.
Autres remarques	Le centre a reçu un appui de l'IECD dans le cadre du projet « Graine d'espérance » : <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et équipement des ateliers d'électricité ; - Équipement de la salle informatique ; - Formation des formateurs ; - Aide à l'insertion professionnelle des élèves.
Contacts	
Point focal	Père Gérald TRESOR, Directeur
Contact	Geraldtrisor4@gmail.com / 0797628612

2.2. Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat

Fiche Partenaire 15 : Centre des Métiers de l'Électricité (CME)

Centre des Métiers de l'Électricité (CME)	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	Abidjan
Villes	Bingerville
Structure	
Type de structure	Privée, créée en 1970
Financements actuels / principaux	La majorité des financements vient des partenaires privés du CME (Eranove notamment). Une partie des financements vient des frais de formation et des prestations de formation auprès d'autres acteurs.
Organisation et gouvernance	Structure privée détenue par le groupe Eranove.
Coût	BTS : 1,5 millions FCFA Licences professionnelles : entre 1,1 et 1,9 millions FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	Tous les bénéficiaires ont un niveau d'étude compris entre le BEPC et le Bac. La majorité des bénéficiaires sont des jeunes hommes, principalement en formation initiale.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le centre a une capacité de 80 salles de formation pouvant accueillir jusqu'à 500 élèves simultanément.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Via le site internet : https://cme.ci/
Détails sur les formations	

<p>Filières de formation</p>	<p>Le centre propose des formations certifiantes (CCP), des formations diplômantes (BTS et licences professionnelles) et de la formation continue.</p> <p><u>Formations certifiantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenance des lignes HTB ; - Exploitation des postes sources HTB/HTA ; - Maintenance des réseaux de distribution HTA/BT ; - Exploitation des comptages HTA et BT. <p><u>BTS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Électrotechnique ; - Maintenance industrielle option systèmes de production ; - Génie énergétique et environnemental. <p><u>Licences professionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Automatismes, régulation et supervision industrielle ; - Développement durable option efficacité énergétique ; - Distribution et commercialisation de l'électricité ; - Energy management ; - Production d'énergie hydraulique et thermique ; - Transport et mouvement d'énergie. <p><u>Formation continue :</u> plus de 300 modules de formation.</p>
<p>Conditions d'entrée</p>	<p>Fourniture de documents d'identité et des bulletins de note de la seconde à la terminale. Les élèves doivent savoir lire et écrire pour suivre les cursus de formation. Les candidats aux formations certifiantes sont sélectionnés par un jury.</p> <p><u>Niveau minimum d'admission :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation qualifiante : 6^{ème} à 3^{ème} ; - BTS : Baccalauréat ; - Licence professionnelle : Bac+3. <p>L'admission en Licence et en BTS se fait en partenariat avec l'INP-HB et les candidats doivent passer le concours commun du CME-INP-HB.</p>
<p>Déroulé des formations</p>	<p>La durée des formations pour les CPP est variable, selon le cursus choisi, et peut aller de trois et huit mois.</p> <p>Les formations pour l'obtention d'un BTS durent deux ans.</p> <p>La formation dans le cadre de Licences professionnelles dure un an (six mois de cours et six mois de stage).</p>
<p>Fréquence des cohortes</p>	<p>Une cohorte par an (au début de l'année scolaire).</p>
<p>Dominante (pratique ou théorique)</p>	<p>Les formations certifiantes sont à forte dominante pratique (entre 70 et 90%)</p>
<p>Alphabétisation</p>	<p>Pas d'appui proposé à l'alphabétisation. L'intégralité des bénéficiaires savent lire et écrire.</p>
<p>Manuel</p>	<p>Les manuels de formation sont produits et fournis par le CME.</p>
<p>Curricula</p>	<p>Les formations diplômantes (BTS et Licence professionnelles) et certifiantes (CPP) sont agréées par le METFPA.</p>

Formateurs	L'intégralité des formateurs sont issus du CME dans leurs spécialités et sont intégrés par ailleurs dans le secteur privé. Le centre dispose de 50 formateurs (soit un ratio de 1 pour 10 élèves).
Certification	L'évaluation se fait de manière continue et sur la base d'un examen en fin de formation pour les formations qualifiantes. Un certificat de compétences professionnelle est remis pour les élèves ayant validé ces deux modalités. Les modalités d'évaluation et de diplomation pour les formations diplômantes suivent les modalités nationales. Les examens sont conduits au CME.
Perdiem et taux de déperdition	Le centre ne propose pas de <i>per diem</i> ni de remboursement des frais de transport ou de nourriture.
Suivi post-formation	Il y a un accompagnement à l'insertion professionnelle à travers le réseau de partenaires du centre, à commencer par Eranove.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	90% des étudiants trouvent une activité professionnelle stable à l'issue de la formation.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	La majorité des élèves du CME correspondent à des profils relativement éloignés de ceux des migrants de retour (en formation initiale, disposant de diplômes et ayant la capacité de prendre en charge leurs coûts de formation). Néanmoins, le centre a conduit plusieurs projets avec des bénéficiaires vulnérables, de jeunes en phase de réinsertion et des migrants de retour, notamment avec l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM, avec l'AEJ ou la GIZ. Il peut constituer une option intéressante pour les quelques migrants de retour présentant un profil éducatif plus avancé.
Capacité d'accueil	La capacité d'absorption du CME est de 300 par an, en groupe de 30 pour des formations initiales de 3 à 4 mois.
Partenariats avec le secteur privé	Nombreux partenariats avec les entreprises du secteur des énergies ou du BTP pour proposer des formations <i>ad hoc</i> en renforcement de capacité. Fort partenariat avec les entreprises qui font partie du GIE électricité, qui participent à la mise à jour des curricula de formation.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	M. Jean de Dieu ZANNOU, Sous-directeur relations commerciales entreprises
Contact	dzannou@cie.ci / +225 07 77 78 45 30

Fiche Partenaire 16 : Sustainable Hospitality Alliance (SHA)

Sustainable Hospitality Alliance (SHA)	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	-
Villes	-
Structure	
Type de structure	ONG fondée en 1992
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> - Frais de scolarité (30% des fonds) - Subventions et dons individuels extérieurs (70%)
Organisation et gouvernance	<p>ONG enregistrée au Royaume-Uni fondée par un consortium de groupes hôteliers comprenant Accor, Arabella, BHW, Four Seasons, Hilton, Hyatt, Marriott, Radisson, entre autres.</p> <p>Projet de formation mis en œuvre en Inde, au Kenya, au Nigeria, au Sri Lanka.</p>
Coût	Encore indéfini
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Jeunes en formation initiale et en reconversion souvent en échec scolaire dans l'enseignement général et issus de milieux populaires.</p> <p>Les formations de la SHA s'adressent particulièrement aux populations vulnérables (victimes de traite, jeunes issus de milieux défavorisés ou en échec).</p>
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Pas de présence en Côte d'Ivoire à l'heure actuelle. Plus de 6000 élèves formés dans le monde jusqu'en 2021.</p> <p>Les cours se tiennent dans les locaux des hôtels membres de la SHA.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet : https://sustainablehospitalityalliance.org/
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Formations qualifiantes dans le métier de l'hôtellerie et de la restauration : Employés de chambre, Cuisine, Service à table, Réception.</p> <p>Les cours comprennent un module (1/3 de la formation) sur les compétences de vie</p>
Conditions d'entrée	<p>Condition d'âge : 18-35 ans. La sélection se fait généralement sur des critères de vulnérabilités sociales, économiques et éducatives.</p> <p>Dans les pays d'opération, les bénéficiaires sont référencés par les partenaires de la SHA (PTF et autorités nationales).</p>
Déroulé des formations	<p>Formations professionnelles de 3 mois (300h). Formation en 4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection des bénéficiaires ; - Formation compétences de vie (1 mois - 100h) ; - Formation pratique (2 mois - 200h) ; - Placement chez un employeur (1 mois) ;

Dominante (pratique ou théorique)	Très forte dimension pratique dans l'intégralité des cours.
Alphabétisation	SHA n'offre pas de cours d'alphabétisation mais peut les intégrer dans le cursus avec des partenaires.
Manuel	Supports de formation développés et fournis par la SHA.
Curricula	<i>Curricula</i> développé par les groupes hôteliers membres de la SHA et à jour avec les attentes professionnelles de ces groupes
Certification	Délivrance d'un certificat à la fin de la formation. Certificat non reconnu par les autorités nationales.
Perdiem et taux de déperdition	<i>Per diem</i> fourni selon les modalités définies avec le bailleur. Sur les initiatives précédentes, le taux de déperdition varie de 0% au Kenya et au Nigéria, à 31% en Inde.
Suivi post-formation	Accompagnement au placement dans des hôtels et restaurants partenaires parmi les membres de la SHA ou des partenaires extérieurs.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Les taux d'insertion sur le marché de l'emploi varient de 57% à 80% selon les pays.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Organisation habituée à la formation de publics particulièrement vulnérables et nécessitant un suivi individualisé (victimes de traite, jeunes défavorisés, ou présentant des vulnérabilités éducatives). Proposition de formations pratiques et courtes dans des secteurs porteurs et capacité d'insertion professionnelle importante du fait du réseau d'hôtels partenaires dans le pays. Bien que la SHA ne soit pas opérationnelle en Côte d'Ivoire, capacité de déploiement rapide à travers le réseau d'hôtels partenaires et existence d'un curriculum éprouvé.
Capacité d'accueil	À définir avec le bailleur. Des projets similaires font état de cohortes de 30 à 130 bénéficiaires.
Partenariats avec le secteur privé	Les groupes hôteliers membres de la SHA.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Mme Anja RAZA, Head of Youth Employment (anglophone)
Contact	anjana.raza@sustainablehospitalityalliance.org / +447805956306

Fiche Partenaire 17 : TRACE Academia

TRACE Academia	
Pays	Côte d'Ivoire
Régions	National
Villes	National
Structure	
Type de structure	Division (créée en 2022) du groupe privé TRACE
Financements actuels / principaux	Plateforme financée par le groupe TRACE, contenu financé par les partenaires.
Organisation et gouvernance	Structure de formation en ligne affiliée au groupe multimédia français TRACE. TRACE Academia est une plateforme de formation en ligne internationale lancée en 2022. La Côte d'Ivoire est le premier pays de lancement.
Coût	Aucun pour les apprenants, service gratuit pour les formations existantes Coût du développement d'un cours à déterminer avec TRACE.
Profil des bénéficiaires actuels	Ouvert à tous. Le service vise principalement les jeunes souhaitant renforcer leur profil professionnel, acquérir de nouvelles compétences ou se reconverter.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Illimité (service en ligne)
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site internet : https://traceacademia.com/fr Réseaux sociaux
Détails sur les formations	
Filières de formation	Offre de formation en cours de développement et amenée à s'étoffer dans les mois à venir. Chaque formation est développée par un partenaire de TRACE. <u>Actuellement visibles sur la plateforme</u> : Entrepreneuriat, Introduction aux métiers de l'électricité, formation au métier de DJ, introduction au marketing numérique, entre autres. <u>Formations en cours de développement secteur privé</u> : Antenniste (développé par Canal Plus), compétences professionnelles - rédaction de CV (MasterCard) <u>Formation en cours de développement secteur public</u> : En Côte d'Ivoire, TRACE développe un partenariat avec le METFPA pour le développement de formations qualifiantes et certifiantes. Pilote sur un cours sur la gestion et le marketing d'un stade sportif et sur le marketing digital.
Conditions d'entrée	Pas de conditions d'entrée. L'accès en ligne implique l'accès à une connexion internet stable, un niveau d'éducation digitale suffisant et de savoir lire et écrire.
Déroulé des formations	Selon les formations. Information encore indisponible.

Fréquence des cohortes	Pas de cohorte.
Dominante (pratique ou théorique)	Formation théorique uniquement.
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation.
Manuel	-
Certification	Délivrance d'un certificat par les entreprises proposant les formations. Certifications officielles du METFPA en cours de discussion sur certaines formations pas encore agréées.
Perdiem et taux de déperdition	Pas de per diem. Taux de déperdition indisponible (la plateforme n'est pas encore ouverte).
Suivi post-formation	Pas de suivi post formation. À terme, l'objectif est de favoriser l'insertion des apprenants dans les entreprises ayant proposé du contenu de formation.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Les formations n'ont pas commencé.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	La plateforme propose des cours gratuits et concrets sur des sujets d'intérêt pour la réinsertion des migrants de retour : les cours de compétences de vie, <i>soft skills</i> , et entrepreneuriat pourraient être proposés en complément de formations classiques pour certains migrants nécessitant un appui supplémentaire. L'offre de formation étant amenée à s'étoffer, certaines nouvelles opportunités de formations permettraient de diversifier les offres proposées aux migrants de retour. Les formations qualifiantes produites en coordination avec le METFPA seront particulièrement intéressantes.
Capacité d'absorption	Illimitée
Partenariat avec le secteur privé	En évolution. Pour l'instant Google, Schneider Electric, Canal Plus, MasterCard, Orange.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	-
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Mme Nadeige TUBIANA, Directrice régionale Afrique francophone
Contact	ntubiana@trace.tv / +2252722508210

2.3. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

Fiche Partenaire 18 : Agence Emploi Jeune (AEJ)

Agence Emploi Jeune (AEJ)	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	National
Ville	National
Structure	
Type de structure	Publique (créée en 2015)
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à l'insertion professionnelle ; - Formation professionnelle ; - Financement d'AGR et appui à l'entrepreneuriat.
Organisation et gouvernance	<p>L'Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes, dénommée « Agence Emploi Jeunes » (AEJ), a été créée par Ordonnance n°2015-228 du 08 avril 2015. L'AEJ est la résultante de la fusion de neuf structures dont les trois principales sont l'Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi (AGEPE), le Fonds Ivoirien de Développement de l'Entreprise Nationale (FIDEN) et le Fonds National de la Jeunesse (FNJ). L'agence est sous la tutelle du MPJIPSC.</p> <p>Organisation selon une structure déconcentrée autour d'un siège (Abidjan) et de 20 agences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 agences à Abidjan (Adjamé, Abobo, Treichville, Yopougon et « Agence Prestige » basée à Cocody) ; - 15 agences à l'intérieur du pays (Daoukro, Béoumi, Dimbokro, Yamoussoukro, Abengourou, Aboisso, Bouaké, Korhogo, Odienné, Daloa, Man, Guiglo, Gagnola, San Pédro, Soubré). <p>L'agence dispose de 201 guichets Emploi répartis dans les mairies pour se rapprocher des populations cibles.</p> <p>L'Agence Prestige de l'AEJ est spécialisée dans l'accompagnement des entreprises nationales et internationales.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes (entre 18 et 40 ans) de nationalité ivoirienne , correspondant à certaines catégories : jeunes chômeurs, jeunes demandeurs potentiels disponibles (jeunes sans emploi et n'en recherchant pas mais pouvant en occuper un), jeunes en emploi recherchant un autre emploi.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Illimitée (en fonction des places disponibles pour chaque activité chez les partenaires, et des financements disponibles pour chaque projet).</p> <p>En 2020, 100 189 jeunes se sont inscrits sur la plateforme de l'AEJ. En moyenne, les effectifs ont cru de 18% chaque année entre 2015 et 2020.</p> <p><u>Objectifs d'insertion prévus par le Plan Stratégique de Développement de l'AEJ 2021-2025</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois indépendants pour 416 920 jeunes entrepreneurs ; - Développement de l'employabilité de 329 287 jeunes par des stages en entreprises ; - Création d'emplois dans les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) au profit de 66 899 jeunes.

<p>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Site internet : https://agenceemploijeunes.ci/site/; - Réseaux sociaux ; - Référencement avec les partenaires privés, publics et les PTF ; - Communication dans les agences et guichets répartis sur le territoire ; - Organisation du Salon de l'Emploi jeune et de conférences.
<p>Détails sur l'offre de service</p>	
<p>Structuration des services liés à l'insertion et l'emploi</p>	<p>Les services et activités de l'AEJ se structurent autour de trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développement des compétences ; - Accompagnement à l'emploi salarié ; - Appui à l'auto-emploi. <p>À l'issue d'un entretien d'orientation visant à préciser le projet du bénéficiaire au regard des possibilités offertes et de ses compétences, il est orienté dans les différents programmes liés à ces axes.</p> <p>De manière transversale et au-delà de ses activités et partenaires, les agents de l'AEJ maintiennent une base d'informations exhaustive et conseillent les bénéficiaires sur les offres de formations et d'emplois disponibles.</p>
<p>Programmes liés au développement des compétences</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Programme « Une formation, mon passeport pour l'emploi » qui propose une formation aux techniques de recherche d'emploi, sont initiés à l'entrepreneuriat et au montage de plans d'affaires. - Programme « permis de conduire » qui finance des jeunes dans l'obtention du permis de conduire. - Programme « Formations complémentaires qualifiantes (FCQ) » proposant des formations qualifiantes et de reconversion. L'AEJ n'a pas de formation en interne et place les bénéficiaires auprès de cabinets chargés de la formation, ou dans des centres partenaires, souvent dans le secteur privé. - Programme « Apprentissage par chantier école » qui place des jeunes en apprentissage auprès d'un maître artisan ou sur des chantiers école.
<p>Programmes liés à l'emploi salarié</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Programme « Stage à l'école » : insertion de jeunes en fin de cursus qualifiant ou diplômant dans une entreprise pour un stage de validation de leur formation. - Programme « Stage de qualification » : insertion de jeunes sans expérience professionnelle dans une entreprise pour l'obtention d'une première expérience professionnelle. <p>Au-delà de ces programmes, les entreprises publient des offres d'emploi sur le site de l'AEJ, vers lesquels les jeunes sont orientés.</p>

<p>Programmes d'appui à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat</p>	<p>L'appui à l'auto-emploi se fait à travers la « Plateforme de financement des projets » conçue en 2016 et répartie en trois guichets.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme AGIR - Activités génératrices de revenus (AGR) : Financements compris entre 100k FCFA et 700k FCFA pour le développement de projets individuels d'AGR, principalement dans le commerce, l'agriculture, et l'élevage. Depuis 2015, le taux d'échec est de 25%. Près de 36% des bénéficiaires du programme sont des femmes. - Micro et Petites Entreprises (MPE) : Programme de financement intermédiaire entre les projets structurants et AGR. Ce programme vise à accompagner la formalisation et l'accélération d'AGR qui auront rempli certaines conditions (obtention du statut « d'entrepreneur », remboursement du prêt AGR dans les délais, et CA annuel minimum de 10M FCFA). - Projets structurants : Financement de projets individuels ou collectifs dans le domaine de l'élevage, de l'agriculture, de l'agro-industrie et du commerce. En 2020 54 projets structurants avaient été financés. Ce modèle de financement implique l'enregistrement d'une entreprise et le développement d'un plan d'affaire (pour lequel les bénéficiaires sont accompagnés). La sélection se fait sur la base de la cohérence des plans d'affaires proposés.
<p>Partenariats</p>	
<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<p>Les possibilités de financement d'AGR, de MPE correspondent aux besoins que rencontrent certains migrants de retour dans l'accès au financement d'une activité professionnelle individuelle ou d'un projet collectif.</p> <p>Le réseau particulièrement important dont dispose l'AEJ auprès des acteurs du secteur privé (bien que les entretiens menés par Altai Consulting fassent état d'une situation perfectible) pourrait faciliter la mise en stage de migrants de retour ayant été récemment formés.</p>
<p>Capacité d'accueil</p>	<p>Capacité numérique à déterminer selon les profils des bénéficiaires, plusieurs centaines envisageables.</p>
<p>Partenariats existants</p>	<p>« Programme d'aide à la réinsertion en RCI » (PARCI) en partenariat avec l'OFII visant à favoriser la réinsertion économique de migrants de retour rentés volontairement depuis la France. L'assistance se fait à travers trois types d'aides : financement à la réinsertion sociale, soutien matériel et financier à la réinsertion par l'emploi, et appui technique et financier à la création d'une entreprise. 148 migrants de retour ont été appuyés entre 2016 et 2021.</p> <p>Partenariat avec l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM afin d'aider à l'insertion des bénéficiaires à l'issue des formations suivies dans le cadre de l'IC. Nombre de migrants de retour appuyé dans le cadre de partenariat non disponible.</p> <p>Autres partenariats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PTF : BCPE (PEJEDEC et C2D), BAD (Enable Youth); - Publics : AGEFOP, Côte d'Ivoire PME, ANADER, CDCI, DAIP, FDFP ; - Secteur privé : CCI-CI, CNPC-CI, Orange Côte d'Ivoire, Port autonome d'Abidjan, SOTRA, TECTRA CI, Titan Sécurité services ; - Centres de formations privés / ONG : Fondation Amigo, Fondation Magic System, IRC, Open Classroom.

<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>L'AEJ est au cœur du dispositif d'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, elle dispose d'une longue expérience de coopération avec les PTF sur les questions d'emploi et d'un réseau national avec des centres de formation. L'AEJ a été partenaire de l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM.</p> <p>Si de nombreux profils auront besoin de cursus de formation différents de ce que propose l'AEJ, les programmes d'appui à l'auto-emploi proposent des modalités intéressantes pour le financement d'AGR et de MPE.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>L'AEJ rencontre encore d'importantes difficultés à verser les <i>per diem</i> prévus aux stagiaires inscrits dans les programmes de stage.</p> <p>Insuffisances telles que rapportées par l'AEJ concernant son Plan stratégique de développement 2021-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les demandeurs d'emploi et les employeurs n'ont pas suffisamment accès aux informations sur le marché du travail ; - Les demandeurs d'emploi et les employeurs ne bénéficient pas d'un accueil, d'une orientation et d'un suivi de qualité aussi bien au siège que dans les agences régionales de l'AEJ ; - Les demandeurs d'emploi et les employeurs ont des attentes qui ne sont pas suffisamment satisfaites par les programmes offerts par l'AEJ ; - La gouvernance de l'AEJ présente des faiblesses.
<p>Autres remarques</p>	<p>-</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Mme Fanta FADIGUE TOURÉ, Sous directrice de la relation avec les PTF</p>
<p>Contact</p>	<p>fadfanta@yahoo.fr / +225 07 58 21 62</p>

Fiche Partenaire 19 : Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI)

Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI)	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	National
Ville	National
Structure	
Type de structure	Société anonyme mixte issue d'un Partenariat Public-Privé
Type d'appui apporté	Programme d'accélération des TPE ivoiriennes
Organisation et gouvernance	Détenue à 60% par les organisations professionnelles du secteur privé (CGECI, CCI-CI, FNISCI, FIPME) et à 40% par l'État ivoirien. Structure permanente de gestion légère, organisé autour d'un important réseau d'experts et partenaires mobilisables selon les besoins.
Profil des bénéficiaires actuels	Micro entreprises, TPE et PME éligibles aux différents programmes d'accélération mis en œuvre par l'Agence. <u>Programme d'Appui à la compétitivité et l'intégration régionale (PACIR2) financé par l'UE :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprises actives dans le domaine de la transformation industrielle dans un secteur cible ; - En situation de production effective et continue depuis au moins 12 mois ; - Comptant de 3 à 20 employés permanents ; - Enregistrant un CA annuel inférieur à 120M FCFA.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Illimité et dépendant des financements des partenaires
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Communication limitée. Distribution de plaquettes et de flyers.
Détails sur l'offre de service	
Services d'accélération	Appuis proposés : <ul style="list-style-type: none"> - Missions de diagnostic global, en vue d'élaborer pour chaque entreprise un plan de mise à niveau ; - Missions d'élaboration de plans d'affaires et un accompagnement des bénéficiaires auprès d'organismes financiers ; - Missions d'assistance technique <i>in situ</i> sur des thèmes techniques susceptibles de développer la productivité ; - Formations en salle sur des thèmes non techniques (Marketing, management, gestion financière...)
Formations	ADCI propose, dans le cadre de son assistance, des formations et des actions de renforcement de capacités dans tous les domaines de compétences jugés pertinents à la suite de sa mission de diagnostic des entreprises.
Certification	-

Suivi des bénéficiaires	-
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	A l'heure actuelle, pas d'activités de réintégration de migrants de retour en tant que telles mais possibilité, plus en aval des processus de réintégration, de soutenir le développement des micro-entreprises viables formalisées par des migrants de retour.
Capacité d'absorption	Pas de limite à la capacité d'accueil.
Partenariats existants	<u>PTF</u> : Union européenne, BAD <u>Secteur privé</u> : CGECI, Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, FNISCI
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	L'ADCI dispose d'un large réseau d'experts mobilisables pour conduire des diagnostics globaux et renforcer toutes les composantes des micro entreprises et TPE industrielles. Sur le moyen terme, l'UE pourrait développer un partenariat pour proposer des formations à l'entrepreneuriat dans les secteurs industriels et à l'incubation de micro entreprises et projets communautaires portés par des migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Mme Camille Liliane NIAMKE, Directrice des opérations
Contact	cniamk@yahoo.fr / +2252722515110

Fiche Partenaire 20 : Groupe ADVANS

Groupe ADVANS	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Toutes les régions du pays
Ville	-
Structure	
Type de structure	Privée
Type d'appui apporté	Services bancaires et financiers
Organisation et gouvernance	Société d'investissement en capital risque enregistrée au Luxembourg. L'AFD, l'IFC et l'EIB sont actionnaires du groupe. Le groupe a des filiales en France, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Cameroun, en DRC, au Pakistan, au Myanmar et au Cambodge.
Profil des bénéficiaires actuels	Tout public majeur pour les comptes. Critères d'éligibilité aux prêts : <ul style="list-style-type: none"> - Etre de nationalité ivoirienne ; - Avoir entre 18 et 60 ans ; - Résider sur le territoire ivoirien depuis au moins 3 ans ; - Disposer d'une activité économique d'au moins 6-12 mois. L'enregistrement nécessite une pièce d'identité. En 2022, plus de 190 000 clients en Côte d'Ivoire et 12 000 emprunteurs (y compris coopératives)
Capacité totale (actuelle et à terme)	Pas de limite à la capacité d'accueil outre la volonté de l'entreprise
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Site web : https://www.advansgroup.com/ Réseaux sociaux : https://m.facebook.com/Advans-Group-472239312874214/ Boutiques et guichets locaux
Détails sur l'offre de service	
Services bancaires et financiers	Produits proposés : <ul style="list-style-type: none"> - Comptes courants ; - Comptes d'épargne ; - Assurances ; - Transferts ; - Microcrédit (entre 150k et 150M FCFA pour un premier crédit) ; - Crédit aux PME. Les offres sont généralement adaptées aux micro-entreprises, petites entreprises et autres agents économiques qui ont un accès inadapté, limité ou inexistant aux services financiers classiques. Le réseau Advans est interfacé avec Orange Money en Côte d'Ivoire.
Formations	Advans ne propose pas de formation. Dans le cadre de projets spécifiques en partenariat avec des PTF, Advans collabore avec des centres de formation et OSC apportant des formations à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi à ses clients.
Certification	Aucune

Suivi des bénéficiaires	Pas de suivi spécifique
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	À l'heure actuelle, pas de capacité d'accueil de migrants de retour du fait des critères d'éligibilité prévus par les produits financiers d'Advans (au moins 3 ans de résidence sur le territoire ivoirien et 6 à 12 mois d'activité).
Capacité d'accueil	Pas de limite à la capacité d'accueil.
Partenariats existants	-
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>La variété des services financiers proposés par Advans, son expérience dans le financement de projets d'auto-emploi, sa couverture du territoire ivoirien, fait d'Advans un partenaire pertinent pour développer des services financiers adaptés aux jeunes et aux migrants de retour.</p> <p>Bien que les critères d'éligibilité actuels excluent les migrants de retour, Advans s'est montré très intéressé et disponible pour discuter de la conception de produits financiers adaptés aux migrants de retour en Côte d'Ivoire. La conception de ces produits impliquerait un partenariat prenant en compte les frais de conception et de suivi du projet.</p>
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Elliot Saint-Gilles, Senior Project Officer Audrey Joubert, Senior Project Officer
Contact	esaintgilles@advansgroup.com / ajoubert@advansgroup.com

2.4. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables

Fiche Partenaire 21 : Centre Abel

Centre Abel	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Abidjan
Ville	Grand Bassam (Vitré)
Structure	
Type de structure	ONG (créée en 1982)
Type d'appui apporté	Protection de l'enfance, appui à l'insertion sociale et économique
Financements principaux	2/3 des financements viennent d'Italie (dons privés) 1/3 proviennent des donations, subventions étatiques (ministère de la Justice, OIM) et projets Coûts fixes de la structure : 16 000 EUR par mois.
Organisation et gouvernance	Centre créé par l'ONG italienne Gruppo Abele
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> - Enfants isolés ou issus de milieux très défavorisés ; - Enfants et jeunes en conflits avec la loi ; - Victimes de traite et de maltraitance ; - Jeunes entre 14 et 22 ans.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Actuellement, 250 bénéficiaires directs.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Peu de communication externe, forte implantation auprès des communautés locales Site internet : http://www.communauteabel.org/?page=abou&lang=fr
Détails sur l'offre de service	
Identification, prise en charge	Type d'appui proposé : <ul style="list-style-type: none"> - Réseau de veille en place localement avec les travailleurs sociaux pour repérer les jeunes et mineurs correspondant aux profils de vulnérabilité pris en charge par le centre ; - Soutien à l'alphabétisation fonctionnelle ; - Suivi personnel et soutien psycho-social ; - Activités sportives et ludiques.
Formation et insertion professionnelle	Formations qualifiantes de courte durée dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture, de la transformation agro-alimentaire et de la couture. Formations de 6 à 8 mois, à forte dimension pratique (80%). Les certificats ne sont pas reconnus par le METFPA.
Suivi des bénéficiaires	Fort suivi des bénéficiaires pendant la prise en charge et à l'issue de la prise en charge. Les animateurs et travailleurs sociaux sont principalement des anciens bénéficiaires. Placement des étudiants chez des maître artisans locaux. Dans le cadre des bénéficiaires de l'IC UE-OIM, l'OIM s'est chargée de l'insertion.

Partenariats	
Partenariats existants	OIM (IC UE-OIM), ministère de la Justice, ONUCI, Save the Children, ministère de la Solidarité et des femmes, IRC, Expertise France, AEJ, UE.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Possibilité d'accueillir plusieurs dizaines de migrants de retour en formation. Limite en termes d'âge : 30 ans. Centre très expérimenté dans le suivi de publics particulièrement vulnérables, nécessitant un suivi psycho-social, un accompagnement renforcé, un soutien à l'alphabétisation. Expérience dans le suivi de migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM.
Remarques	
Défis exprimés	Difficultés à obtenir la certification des formations par le METFPA (structure du centre inadaptée pour répondre aux attentes administratives). Difficultés avec les migrants de retour dont les attentes en termes d'insertion, d'emploi et de revenu étaient décorrélées de la réalité des formations proposées.
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Leone de Vita, Directeur
Contact	abel_bassam@yahoo.fr / +22508232457

Fiche Partenaire 22 : Communauté missionnaire Villaregia (CMV)

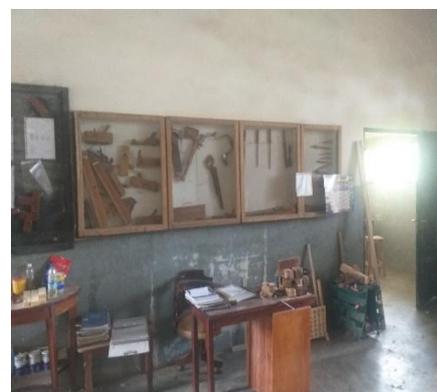
Communauté missionnaire Villaregia (CMV)	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Abidjan
Ville	Yopougon (Kouté)
Structure	
Type de structure	ONG (créée en 1982)
Type d'appui apporté	Appui à l'insertion sociale et économique
Financements principaux	Financements issus des PTF (OIM, UE, Banque Mondiale)
Organisation et gouvernance	ONG confessionnelle italienne
Profil des bénéficiaires actuels	Toute personne vulnérable à faible revenu social, souvent référés par les partenaires (PTF). CMV était partenaire de l'OIM et a accompagné des migrants de retour.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Adaptable en fonction des besoins des projets : <ul style="list-style-type: none"> - IC UE-OIM : 30 bénéficiaires sur 9 mois ; - PACS P2D : 650 jeunes pendant 3 ans ; - PRISE : 70 jeunes formés en 2021.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Bouche à oreille, référencement local et auprès des PTF Site internet : http://www.cmv.it/fr/cmv/website/faire-mission
Détails sur l'offre de service	
Prise en charge sociale et psychologique	Principalement activités de soutien social, dans une approche individualisée et intégrale <ul style="list-style-type: none"> - École d'alphabétisation ; - Centre de santé (laboratoire d'analyse, services de pédiatrie, et gynécologie) ; - Soutien psycho-social assuré par des psychologues ; - Bibliothèque.
Formation et insertion professionnelle	CMV ne dispense pas de formation directement mais référence les bénéficiaires vers des centres partenaires : <ul style="list-style-type: none"> - Centres privés comme l'École YARANI ; - Formations dispensées par d'anciens bénéficiaires de CMV ; - Chambre des métiers ; CMV peut dispenser des cours à l'entrepreneuriat et à la rédaction de plans d'affaires.
Suivi des bénéficiaires	Dans le cadre de certains projets, CMV et ses partenaires financent des AGR. Le taux d'insertion sur le marché de l'emploi rapporté pour ces bénéficiaires est de 100%.
Partenariats	

Partenariats existants	<p>Dans le cadre de l'IC UE-OIM, CMV a accompagné un groupe de 30 migrants pendant 9 mois à travers la formation humaine (compétences de vie et accompagnement personnalisé), la formation en entrepreneuriat, la connaissance de soi, la psychologie des migrants, l'accompagnement en coaching. CMV les a accompagnés dans le développement de métiers communautaires (commerce, peinture, couture, poissonnerie, pièces détachées).</p> <p>Parmi les projets internationaux auxquels CMV a participé : IC UE-OIM, PACS P2D de l'UE, Voula Ibo de l'UE, PRISE de la Banque Mondiale.</p> <p>Partenariats passés avec AVSI, IECD, COMIVIS, Conférence épiscopale italienne, ministère de l'Intérieur italien.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>CMV est spécialisée dans les activités périphériques pertinentes à la réinsertion des migrants de retour, et notamment des plus vulnérables.</p> <p>CMV a une expérience dans l'accompagnement de migrants de retour et propose une approche holistique permettant un suivi approfondi pour les migrants de retour les plus vulnérables et nécessitant un appui supplémentaire (soutien psycho-social, alphabétisation, aide à la réinsertion familiale et communautaire).</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Projets de renforcement de CMV : formation du personnel sur la psychologie des migrants, disposer d'une assistante sociale ou renforcer des liens avec les centres sociaux.</p> <p>Difficultés importantes rencontrées avec les migrants de retour : très faible niveau de scolarité, difficultés à financer leurs frais de déplacement, nervosité et fébrilité, difficultés de réinsertion communautaire, difficultés à la réinsertion post-formation.</p>
Autres remarques	<p>-</p>
Contacts	
Point focal	<p>Mme Valentina GUIDOLIN, Responsable de la promotion humaine</p>
Contact	<p>valentina.guidolin@villaregia.org / 0103325058 / 0707099676</p>

Fiche Partenaire 23 : Fondation Amigo Doume

Fondation Amigo Doume	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Abidjan
Ville	Yopougon (Niangon Lokoua)
Structure	
Type de structure	ONG (créée en 1996)
Type d'appui apporté	Appui à l'insertion sociale et économique
Financements principaux	Financée principalement par la Fondation Amigo depuis l'Espagne. Partenariats avec des PTF (UNICEF, UNESCO, ambassade d'Allemagne, ambassade d'Espagne).
Organisation et gouvernance	Créée par la fondation Amigo (organisation religieuse espagnole) et gérée par la congrégation des frères amigoniens.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes vulnérables, jeunes en conflit avec la loi, enfants isolés et abandonnés, jeunes identifiés comme radicalisés.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Capacité est de 100 élèves dont 25 par atelier (Menuiserie, Ferronnerie, Agriculture, Elevage). Internat d'une capacité de 30 places.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Page Facebook : https://www.facebook.com/Fondation-Amigo-C%C3%B4te-dIvoire-532463143484675/ Radio et télévision.
Détails sur l'offre de service	
Identification, prise en charge sociale et éducative	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement individualisé et travail communautaire ; - Soutien psycho-social ; - Activités de sensibilisation aux risques de la migration irrégulière ; - Cours d'alphabétisation et mise à niveau.
Formation et insertion professionnelle	Formations en CQP (6 mois) et BTS (2 ans) en ferronnerie, menuiserie, agriculture et élevage. Toutes les formations sont sanctionnées par un certificat ou un diplôme reconnu par le METFPA. Pour l'intégralité des formations, un contrôle continu est organisé toutes les 10 semaines. Forte dimension pratique (75%). Taux de déperdition négligeable et fourniture de manuels élaborés par la fondation. Per diem dépendant du partenaire de référencement des bénéficiaires.
Suivi des bénéficiaires	Suivi pendant 3 ans à l'issue de la formation pour assurer une insertion de long terme.
Partenariats	
Partenariats existants	Partenaire de l'IC UE-OIM pour la formation et l'accompagnement des migrants de retour. PTF (UNICEF, UNESCO, ambassades d'Espagne et d'Allemagne). Forum des ONG ivoiriennes. Partenariat avec le ministère de la Famille pour le suivi de jeunes radicalisés.

Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	La fondation est spécialisée dans l'accompagnement de bénéficiaires particulièrement vulnérables et nécessitant un important soutien individuel et psycho-social. Elle est aussi expérimentée dans l'accompagnement de migrants de retour depuis l'IC UE-OIM. Capacité d'intégration de de 100 migrants de retour par an dans les différentes formations en CQP.
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Père Sylvestre, Gérant du centre
Contact	0504004635



Fiche Partenaire 24 : ONG Vivre, Informer, Fraterniser (VIF)

ONG Vivre, Informer, Fraterniser (VIF)	
Pays	Côte d'Ivoire
Région	Haut Sassandra

Ville	Daloa (Lobia)
Structure	
Type de structure	ONG (centre créé en 2005)
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> - Santé sexuelle et reproductive ; - Protection de l'enfance ; - Lutttes contre les violences basées sur le genre ; - Appui à l'insertion sociale et économique et aux AGR ; - Éducation.
Financements principaux	Financé par les PTF partenaires passés et présents (OIM, UE, UNFPA, UNHCR, PAM, ONUDI, IRC, Care, CeVI, AVSI).
Organisation et gouvernance	ONG locale dont le siège social est situé à Daloa (Haut Sassandra).
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes vulnérables issus des communautés les plus défavorisées de la région, profils de jeunes scolarisés et non-scolarisés.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Variable puisque les apprenants sont insérés auprès de maître-artisans.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Communication sur les réseaux sociaux, bouche à oreille et réseau local.
Détails sur l'offre de service	
Prise en charge médicale, sociale et éducative	<p>Les activités dépendent des projets mis en œuvre. Dans l'expérience récente de VIF, les services comprenaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de santé sexuelle et reproductive (SSR) ; - Soins et soutien aux orphelins et enfants vulnérables (OEV) ; - Alphabétisation et mise à niveau ; - Bourses d'accès à l'éducation.
Formation et insertion professionnelle	<p>VIF propose des activités d'insertion socio-économique selon deux modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le placement des jeunes auprès de maître-artisans sélectionnés par la chambre des métiers de Daloa (électricité, mécanique, peinture, carrelage), pendant une durée de 3 à 12 mois selon les profils. Les bénéficiaires sont accompagnés à la création d'une AGR après la formation. - Des formations à l'entrepreneuriat (Business Plus) et le soutien au développement d'AGR et de projets communautaires. <p>Compte tenu de ces modalités, les projets n'ont aucune dimension théorique et sont entièrement pratiques.</p> <p>Les apprenants reçoivent une attestation de la chambre des métiers à l'issue de la formation et reçoivent 8 000 FCFA d'allocation transport par mois pendant la formation.</p> <p>Le taux de déperdition sur les activités de formation est de 12-17%.</p>
Suivi des bénéficiaires	Suivi à travers l'appui à la création d'une AGR à l'issue de la formation
Partenariats	

<p>Partenariats existants</p>	<p>Projet Fah So Kafissa (2017-2018) : Partenariat préalable avec l'OIM impliquant des migrants de retour et des jeunes ayant l'intention d'émigrer de manière irrégulière. Activités d'alphabétisation (785 bénéficiaires), formation professionnelle (113 bénéficiaires), formation entrepreneuriale (374 bénéficiaires) et microcrédit (8 GIE formés et 36 AGR appuyés).</p> <p>Autres PTF partenaires : USAID, OIM, UE, UNFPA, UNHCR, PAM, ONUDI, IRC, Care, CeVI, AVSI.</p> <p>Partenariats publics : Direction régionale de l'enseignement technique, Centres sociaux, district sanitaire de Daloa, chambre des métiers.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>Expérience préalable dans l'accompagnement de migrants de retour (Projet Fah So Kafissa).</p> <p>ONG disposant d'une expérience importante dans l'accompagnement à l'insertion de profils particulièrement vulnérables, disposant d'un très faible niveau scolaire. Dans le cas des vulnérabilités spécifiques de certains migrants de retour, les services de santé proposés et l'expérience dans l'accompagnement de publics très jeunes peuvent être appropriés.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>-</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>M. Valence TOTÉ, Chargé de suivi-évaluation</p>
<p>Contact</p>	<p>totevalence@gmail.com / 0758270957</p>



3. FICHES ACTEURS

Les Fiches Acteurs listent les structures clés intervenant dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat, du soutien à l'essor du secteur privé ou à l'accompagnement de publics vulnérables qui pourraient également constituer des partenaires pertinents pour l'Union européenne à moyen terme.

Fiche Acteur 1 : Groupe Banque Mondiale (BM)

Groupe Banque Mondiale (BM)	
Pays	Côte d'Ivoire
PEJEDEC3	
Nom du projet	Projet sur l'emploi jeune et le développement des compétences en Côte d'Ivoire (PEJEDEC) – Tranche 3
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Améliorer la compétitivité des bénéficiaires sur le marché du travail et renforcer le système de formation professionnelle en Côte d'Ivoire.</p> <p>Deux composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la formation professionnelle et appuyer l'entrepreneuriat à travers le renforcement de la gouvernance locale (logique d'appui décentralisé à l'apprentissage, aux AGR, et aux VSLA) ; - Renforcer les capacités du système de formation professionnelle pour fournir de meilleures opportunités d'emploi et promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes.
Durée du projet	2022-2026
Zone(s) géographique(s)	National
Budget	150 millions USD
Nombre de bénéficiaires (objectif)	18 000 bénéficiaires
Nombre de bénéficiaires (à date)	-
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Ancrage fort issu d'une coopération de long terme avec les principaux ministères impliqués sur la question de l'emploi jeune (ministère de l'Emploi, METFPA, MPJIPSC).</p> <p>Mise en œuvre du PEJEDEC piloté par le BCP-Emploi, un bureau de coordination tripartite (gouvernement, Banque Mondiale, AFD).</p> <p>Forte coordination avec le C2D de l'AFD : les deux programmes sont conçus dans une logique commune de « formation de masse » et avec des activités et effets complémentaires.</p>
Mécanismes de référencement mis en place	Aucun
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union Européenne sur toutes les thématiques mentionnées plus haut dans cette fiche.
Remarques	

Défis exprimés	-
Autres remarques / leçons apprises	<p>Le développement de l'emploi jeune et l'augmentation des compétences des jeunes est une priorité pour la Banque Mondiale comme pour l'UE.</p> <p>La troisième tranche du PEJEDEC s'inscrit dans une logique de long terme qui a déjà fait ses preuves en Côte d'Ivoire. L'évaluation du PEJEDEC2 avait jugé positivement l'efficacité du programme.</p>
Contacts	
Point focal	Mr Waly WANE, Responsable du projet PEJEDEC, Banque Mondiale
Contact	wwane@worldbank.org

Fiche Acteur 2 : Agence Française de Développement (AFD)

Agence Française de Développement (AFD)	
Pays	Côte d'Ivoire
C2D	
Nom du projet	Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) – Tranche 3
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Mécanisme général : Le C2D est un mécanisme spécifique de l'AFD permettant à la République de Côte d'Ivoire de convertir sa dette financière auprès de l'État français en projets de développement.</p> <p>Les projets financés par le C2D sont concentrés autour des secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éducation, Formation, Emploi ; - Santé et Protection Sociale ; - Agriculture, Développement Rural et Biodiversité ; - Développement Urbain, Eau et Assainissement ; - Infrastructures de Transport ; - Justice et État de Droit ; - Études et Pilotage ; - Réinsertion professionnelle des militaires démobilisés ; - Appui Budgétaire Ciblé. <p>Dans le cadre de la 3^{ème} tranche, en cours de planification, l'action de l'AFD dans les domaines de la formation professionnelle et de l'employabilité est structurée autour des objectifs suivants :</p> <p>Formation professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rénovation de filières de formation technique ; - Construction et rénovation de centres sectoriels de formation professionnelle ; - Déployer l'apprentissage et la VAE dans des centres de formation ; - Moderniser l'institution publique de formation des formateurs ; - Appui institutionnel à la réforme de l'enseignement technique et la formation professionnelle ; <p>Employabilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'employabilité par le financement de formations ; - Développer l'entrepreneuriat des demandeurs d'emploi ; - Appui à l'employabilité et l'entrepreneuriat des ex-militaires ; - Appui institutionnel à la mise en œuvre de la Politique nationale d'emploi et au BCP-E.
Durée du projet	1 ^{ère} tranche : 2012-2015 2 ^{ème} tranche : 2014-2020 3 ^{ème} tranche : 2021-2025
Zone(s) géographique(s)	National

Budget	185 M EUR dédiés au secteur éducation, formation, emploi du C2D3 Budgets C2D en Côte d'Ivoire : 1,755 milliards EUR pour les 2 premières tranches du C2D (2012-2020) 1,144 milliards EUR pour la 3 ^{ème} tranche du C2D (2021-2025)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<u>Dans le cadre du C2D2 (encore en cours d'instruction sur la partie formation du fait de retards) :</u> <ul style="list-style-type: none"> - 1 000 jeunes en service civique ; - 5 000 jeunes en THIMO ; - 2 000 jeunes en chantier école BTP ; - 10 000 appuyés par des AGR ; - 8 000 jeunes appuyés pour la création de micro entreprises dans le secteur informel. <p>Ces activités ayant pris du retard, l'AFD et le gouvernement ivoirien n'ont pas encore rempli les objectifs d'insertion dans le service civique, dans les chantiers écoles, d'appui par AGR, et pour la création de micro-entreprises.</p> <p>Compte tenu des retards, le C2D3 n'a pas prévu d'objectifs d'appui à la formation et l'insertion de bénéficiaires.</p>
Nombre de bénéficiaires (à date)	18 453 bénéficiaires de l'aide à la formation professionnelle et à l'employabilité dans le cadre du C2D1.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	Ancrage fort issu d'une coopération de long terme avec les principaux ministères impliqués sur la question de la formation professionnelle et de l'emploi jeune (ministère de l'Emploi, METFPA, MPJIPSC). Mise en œuvre du C2D piloté par le BCP-Emploi, le bureau de coordination tripartite (gouvernement, Banque Mondiale, AFD) Forte coordination avec le PEJEDEC de la BM : les deux programmes sont conçus dans une logique commune de « formation de masse » et avec des activités et effets complémentaires.
Mécanismes de référencement mis en place	Aucun
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union Européenne sur toutes les thématiques mentionnées plus haut dans cette fiche acteur. Dans le cadre du C2D3, l'AFD planifie la construction et la remise à niveau d'un certain nombre de centres de formation professionnelle publics. Ces centres, réhabilités et renforcés représentent des débouchés pertinents pour proposer aux migrants de retour des formations de qualité.
Remarques	
Défis exprimés	-
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mme Céline GRATADOUR, Chargée de mission Éducation, Formation, Emploi
Contact	gratadourc@afd.fr / +225 27 22 40 70 15 / +225 07 48 13 67 42

Fiche Acteur 3 : Millenium Challenge Account (MCA) Côte d'Ivoire

Millenium Challenge Account (MCA) Côte d'Ivoire	
Pays	Côte d'Ivoire
Compact « Compétences pour l'employabilité et la productivité »	
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Renforcer l'employabilité des Ivoiriens et la productivité du secteur privé en améliorant la qualité, l'offre et l'accès aux compétences techniques et de base, en réponse à la demande du secteur privé. Plus spécifiquement, ce compact comprend trois composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éducation secondaire pour le développement des compétences de base ; - Développement des compétences techniques et professionnelles (TVET) ; - Appui à la réforme de la gouvernance du secteur de la formation professionnelle. <p>Dans la partie développement des compétences techniques et professionnelles, le MCA a prévu de financer la construction de trois ou quatre nouveaux centres de formation professionnelle publics. Ces centres de formation suivront un modèle de gestion impliquant le secteur privé afin de renforcer l'employabilité des apprenants dans le bassin d'emploi local.</p>
Durée du projet	mars 2021
Zone(s) géographique(s)	Daloa, Gbêkê, San Pedro, Abidjan
Budget	155 millions USD
Nombre de bénéficiaires (objectif)	2 800 000 bénéficiaires sur 20 ans pour l'intégralité des activités (éducation secondaire et formation professionnelle). Les cibles de bénéficiaires prévus pour chaque centre n'ont pas encore été déterminées.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Consultations conduites avec la BM, l'AFD, la BAD et la JICA pour assurer la complémentarité des activités. Consultations en cours avec les professionnels de la grande distribution pour qu'un des centres construits y soit dédié.</p> <p>Coordination forte avec le METFPA : les trois centres en cours de construction seront des centres publics sous la responsabilité du METFPA.</p>
Mécanismes de référencement	Aucun mécanisme de référencement mis en place.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Ces centres, qui seront gérés en coordination avec le secteur privé, s'insèrent dans le modèle porté par le METFPA de renforcement de l'intégration du secteur privé dans le système de formation professionnelle. Ils représenteront, à terme, des centres de référence dans des régions pertinentes et pourraient à ce titre constituer des débouchés de qualité pour certains migrants de retour, sur le moyen terme.
Remarques	
Remarques / leçons apprises	Projet encore dans une phase initiale, les consortia pour la construction des centres de formations viennent d'être présélectionnés (avril 2022).
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mr. Bi Séhi Antoine MIAN, Directeur Compact « Compétences pour l'employabilité et la productivité »
Contact	mianbi@mcacotedivoire.ci / +225 05 86 10 82 49

Fiche Acteur 4 : Banque Africaine de Développement (BAD)

Banque Africaine de Développement (BAD)	
Pays	Côte d'Ivoire
Enable Youth	
Nom du projet	Projet d'Emploi des Jeunes en Agribusiness en Côte d'Ivoire (<i>Enable Youth</i> -Côte d'Ivoire).
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Le Projet d'Emploi des jeunes en Agribusiness - <i>Enable Youth</i> Côte d'Ivoire vise à renforcer les capacités des jeunes diplômés ivoiriens, motivés et disposant d'une idée de création d'entreprise dans le secteur agricole. L'objectif sectoriel est de contribuer à la sécurité alimentaire et la création d'emploi et de richesse, surtout pour les jeunes. De façon spécifique, le projet vise l'accroissement de revenu pour les jeunes diplômés qui voudraient s'engager dans le développement des filières agricoles porteuses.</p> <p>La logique d'action du projet s'appuie sur le concept de « groupes de jeunes agripreneurs » (GJA) développé par l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IIAT), représentant une nouvelle approche dans l'organisation et la coopération d'entrepreneurs dans le secteur agricole impliquant la répartition des responsabilités en équipes (production, transformation et commercialisation, fonctions supports...)</p> <p>La phase pilote d'Enable Youth en Côte d'Ivoire implique la sélection, la formation (9 mois à l'INP-HB) et la mise en incubation pendant 18 mois d'une cohorte de 20 « agripreneurs ».</p> <p>Bénéficiaires éligibles : Jeunes ivoiriens, résidents sur le territoire national (50% hommes, 50% femmes) diplômés avec un niveau minimum Bac + 2 dont l'âge varie entre 21 et 35 ans, n'exerçant pas un emploi rémunéré pendant le programme.</p>
Durée du projet	Débuté en janvier 2018 (prévu pour 5 ans)
Zone(s) géographique(s)	National
Budget	800 millions FCFA (Côte d'Ivoire)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	En Côte d'Ivoire, création de 9 agro-pôles, appui à 1350 « agripreneurs » avec pour l'objectif de créer de 10 000 emplois. 300 000 agribusiness créant 1,5 millions d'emplois dans 30 pays d'Afrique pendant 5 ans.
Nombre de bénéficiaires (à date)	Dans le cadre de la phase pilote, 20 bénéficiaires ont été sélectionnés en décembre 2020.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Projet mis en œuvre au niveau gouvernemental par l'Agence Emploi Jeune (AEJ) et le ministère de l'Agriculture et du développement rural (MINADER).</p> <p>Partenariat avec la CGECI.</p> <p>La BAD en Côte d'Ivoire coordonne le développement de ses projets avec la DUE, la Banque Mondiale et l'AFD à travers des consultations bilatérales régulières.</p>

Mécanismes de référencement mis en place	Aucun mécanisme de référencement mis en place.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Le modèle d' « agripreneur » correspond à une nouvelle approche intéressante dans le cas des migrants de retour, dont la majorité sont issus de milieux urbains. Un certain nombre d'entre eux appréhendent en effet le secteur de l'agriculture (pourtant une filière porteuse) comme un potentiel déclassement social, Ce modèle, permettant de catalyser la dimension entrepreneuriale de la filière, pourrait contribuer à la rendre plus attractive pour ce type de public. L'importance des fonds alloués et la complexité des plans d'affaires impliquent néanmoins un niveau éducatif minimum (bac +2).
Remarques	
Défis exprimés	<p>Selon la BAD, le projet a fait face à une désorganisation programmatique significative dans la phase pilote et les fonds ont été alloués aux jeunes sélectionnés sans que certains aspects logistiques ne soient clarifiés pour le lancement de leurs activités (identification des parcelles pour les agro-pôles, organisation des formations, etc.). En outre, des difficultés ont été rencontrées avec certains bénéficiaires qui se plaignaient de la faiblesse des <i>per diem</i> versés.</p> <p>Malgré ces difficultés organisationnelles dans la phase de démarrage du projet, celui-ci représente une des plus importantes initiatives visant à favoriser l'entrepreneuriat innovant dans le secteur agricole. La dimension entrepreneuriale et innovante pourrait particulièrement convenir aux aspirations professionnelles des migrants de retour.</p>
Autres remarques / leçons apprises	-
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mme Taibatou SIDIBE, Économiste du travail
Contact	t.a.sidibe@afdb.org

Fiche Acteur 5 : Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN)

Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN)	
Pays	Côte d'Ivoire
Programme KALANCI (ARCHIPELAGO)	
Nom du projet	Programme de formation professionnelle et d'accompagnement à l'insertion dans le marché du travail des jeunes dans les secteurs de l'énergie électrique et de l'hôtellerie-restauration en Côte d'Ivoire (Programme KALANCI)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>L'objectif du projet est de développer les ressources locales d'Enseignement et de Formation techniques et professionnels (EFTP), entrepreneuriales et technico-commerciales adaptées aux besoins des entreprises pour renforcer l'employabilité et l'insertion des jeunes (salarial, entrepreneuriat et auto-emploi) dans deux filières certifiées à fort potentiel mais en déficit de compétences (énergie électrique et hôtellerie-restauration).</p> <p>Les activités se répartissent autour de trois axes majeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation et l'insertion professionnelles de jeunes vulnérables aux métiers des filières ciblées ; - Le renforcement de la qualité de la formation dans ces filières ; - La formation et la sensibilisation des entreprises à l'apprentissage comme modalité de formation et de recrutement. <p>Les groupes cibles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes de 16 à 40 ans comprenant des groupes vulnérables (femmes, migrants de retour, sans que des <i>quota</i> ne soient prévus) ; - MPME, Centres de formation technique et professionnelle, structures d'appui des deux filières concernées, chefs d'entreprise.
Durée du projet	24 mois, projet débuté en octobre 2020.
Zone(s) géographique(s)	Abidjan
Budget	496 095 EUR financés dans le cadre du programme ARCHIPELAGO du FFU
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 000 bénéficiaires sensibilisés aux possibilités de l'EFTP à travers des campagnes de communication ; - Au moins 445 jeunes formés dont 240 insérés sur le marché du travail dans une formation duale ; - Au moins 130 jeunes formés à l'entrepreneuriat et accompagnés à la création d'une entreprise ; - 100 chefs d'entreprises sensibilisés à la formation duale ; - 100 MPME impliquées dans le diagnostic des filières et 3 centres de formations sont renforcés ; - Au moins 30 formateurs locaux (formateurs centres EFTP ou chargés de formation en entreprise) ont leurs compétences renforcées.
Nombre de bénéficiaires (à date)	Information indisponible.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p>Projet financé par le FFU (programme ARCHIPELAGO).</p> <p>Partenaires nationaux du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Union des Grandes Entreprises Industrielles de Côte d'Ivoire (UGECI) - Association RH Excellence Afrique (REA) – Côte d'Ivoire - Compagnie Ivoirienne d'électricité (CIE) <p>La filière électricité du Centre Technique Don Orione (voir FP#13) a été certifiée dans le cadre du programme KALANCI.</p>
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<p>Mécanisme de référencement dans le cadre de l'insertion des bénéficiaires dans le cadre de formations duales (en apprentissage), permettant de les insérer plus facilement auprès de l'entreprise qui les a pris en apprentissage.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Bien que le projet arrive à son terme, l'approche programmatique correspond fortement aux attentes et besoins de jeunes migrants de retour, à travers la proposition de formations qualifiantes et courtes, sur des secteurs économiques à fort potentiel et selon une modalité de formation permettant une insertion rapide sur le marché de l'emploi.</p> <p>L'approche visant à financer des formations tout en renforçant structurellement les filières permet d'assurer une formation de qualité, dans une perspective durable.</p> <p>L'UE pourrait considérer la réplique de ce modèle pour la réintégration de migrants de retour.</p>
Remarques	
<p>Défis exprimés</p>	<p>-</p>
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<p>-</p>
Contacts	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Mme Sandrine SORIEUL, Directrice du CIAN</p>
<p>Contact</p>	<p>Sandrine.sorieul@cian.asso.fr</p>

Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes - France	
Pays	Côte d'Ivoire
Projet ADFA-Bélier (ARCHIPELAGO)	
Nom du projet	Appui au développement de l'activité et de l'emploi des jeunes dans les filières manioc et maraîchage par le développement de la formation professionnelle et l'accompagnement de projets dans la Région du Bélier (Projet ADFA-Bélier)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>L'objectif du projet est de contribuer, pour les jeunes dans la Région du Bélier et le district de Yamoussoukro, à la création de Très Petites Entreprises et à la création d'emplois décents et durables en accompagnant le développement d'une offre adaptée au marché et à l'organisation des filières du manioc et du maraîchage. Ce projet contribue au renforcement structurel et organisationnel du mouvement coopératif et au développement de petites unités agro-industrielles dans ces mêmes filières.</p> <p>Les activités se structurent autour de 3 axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation à la formation duale et à l'ETFP des jeunes et des entreprises ; - La formation de jeunes dans les techniques des chaînes de valeur des filières et l'accompagnement à la création de MPME ; - Le renforcement de la qualité de formation de ces filières de formation. <p>Les formations à la culture du manioc et au maraîchage durent 3 mois, s'organisent par cohortes de 90 bénéficiaires et ont une forte dominante pratique (80% de la formation).</p> <p>Les jeunes de la région du Bélier représentent les groupes cibles du projet, avec un focus sur les groupes vulnérables (femmes et jeunes issus de milieux défavorisés), quel que soit le niveau d'éducation initial.</p>
Durée du projet	24 mois, projet débuté en octobre 2020.
Zone(s) géographique(s)	Région du Bélier et district de Yamoussoukro
Budget	499 696 EUR financés dans le cadre du programme ARCHIPELAGO du FFU
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> - 800 jeunes sensibilisés à l'ETFP à travers des activités de communication ; - 360 jeunes formés aux techniques de production, transformation et commercialisation dans les filières manioc et maraîchage, et 250 insérés sur le marché du travail ; - 125 jeunes accompagnés à la formation d'une entreprise ; - 2 prestataires de formation et 2 structures d'appuis renforcés pour la délivrance de formations et services de qualité ; - 25 formateurs sur ces filières voient leurs compétences renforcées.
Nombre de bénéficiaires (à date)	Sur les formations, 180 jeunes formés, en mars 2022.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p>Projet financé par le FFU (programme ARCHIPELAGO).</p> <p>Le projet a été arrimé aux activités du PEJEDEC dans la région du Bélier, et les bénéficiaires de ADFA-Bélier peuvent se tourner vers l'AEJ, qui est partenaire du PEJEDEC, pour solliciter un financement d'AGR à l'issue de la formation.</p> <p><u>La Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire est en train de conclure un partenariat avec l'OIM pour l'insertion de migrants de retour dans les activités du projet ADFA-Bélier afin de continuer l'insertion de migrants de retour après la fin du projet.</u></p> <p>Partenaires du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chambre Nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire ; - Conseil Régional du Bélier – Côte d'Ivoire ; - Institut National de Formation Professionnelle Agricole de Côte d'Ivoire ; - Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes (France) ; - Entrepreneurs du Monde (France).
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<p>Pas de mécanismes de référencement mis en place au-delà de l'accompagnement de certains bénéficiaires à la création d'une entreprise.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Bien que le projet arrive à son terme, l'approche programmatique correspond aux attentes et besoins de jeunes migrants de retour, à travers la proposition de formations qualifiantes et courtes, et l'appui à la création d'une AGR / entreprise.</p> <p>L'approche visant à la fois à appuyer des bénéficiaires directs et à renforcer les filières économiques visées permet de participer à l'insertion des jeunes tout en assurant une insertion de qualité et un appui durable aux acteurs de ces filières.</p> <p>Le partenariat en cours de négociation entre la Chambre d'Agriculture de Côte d'Ivoire et l'OIM représente une opportunité pour continuer ces activités et y intégrer des migrants de retour.</p>
Remarques	
<p>Défis exprimés</p>	<p>-</p>
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<p>-</p>
Contacts	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Docteur Bebaylago KOFFI, Chef de projet</p>
<p>Contact</p>	<p>k.bebaylago1@gmail.com / +22508515564 / +22501776232</p>

Fiche Acteur 7 : Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)	
Pays	Côte d'Ivoire
Programme d'Appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes en Côte d'Ivoire (PROFORME)	
Nom du projet	Programme d'Appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes en Côte d'Ivoire (PROFORME)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Le projet vise à opérationnaliser le système de la formation professionnelle dans le pays. La stratégie adoptée privilégie l'adéquation entre l'offre de formation et la demande, prenant notamment en compte les attentes des acteurs économiques.</p> <p>Approche : le projet soutient la mise en œuvre de formations diversifiées et de qualité qui permettent aux jeunes, notamment aux groupes fragilisés tels que les jeunes filles et jeunes gens déscolarisés, aux jeunes sortant du système scolaire sans qualification professionnelle et plus généralement à tous les demandeurs d'emploi, d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de professions dans des secteurs préalablement identifiés comme porteurs. Le partenariat entre le secteur privé et les établissements de formation professionnelle est renforcé afin que les curricula de formation soient mieux adaptés aux besoins de l'économie nationale.</p> <p>Activités prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du cadre législatif ; - Mise en place d'opérations de formation qualifiante de proximité de courte durée pour les jeunes issues des groupes défavorisés (formations de 3 mois, suivies de stages de 2 mois en entreprise) ; - Formation des formateurs du système de la formation professionnelle ; - Création de filières de formation initiale répondant à des besoins de l'activité économique.
Durée du projet	Avril 2012 - octobre 2019 (projet terminé)
Zone(s) géographique(s)	Jacquerville, San-Pedro, Guiglo, Man, Touba, Odienné, Korhogo, Bondoukou, Abidjan, Abengourou, Bingerville
Budget	19 milliards FCFA (bailleur : Union européenne)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> - 5 000 jeunes réinsérés, dont 2 500 ex-combattants - Réhabilitation, fourniture de matériel et renforcement des capacités de 11 centres de formation publics
Nombre de bénéficiaires (à date)	Liste des 11 centres réhabilités, équipés et renforcés : Lycées professionnels de Jacquerville et San-Pedro, centres de formation professionnelle (CFP) de Guiglo, Man, Touba, Odienné, Korhogo et Bondoukou, IPNETP d'Abidjan, Écoles régionales d'agriculture d'Abengourou et de Bingerville.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	Partenariats avec l'OIM, la GIZ et la JICA pour la réintégration des migrants de retour.

Mécanismes de référencement mis en place	Appui à la recherche de stages à l'issue des formations.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Le PROFORME représente la matrice qui a défini l'approche en termes de soutien à l'insertion professionnelle depuis 2012, mêlant renforcement de capacités des acteurs institutionnels, des capacités des centres de formation et filières, et l'appui à la formation des bénéficiaires.</p> <p>Compte tenu de la dimension fondatrice et de l'impact important du programme PROFORME dans la proposition d'une formation professionnelle adaptée au marché du travail, des synergies sont possibles avec les futures activités de l'ONUDI dans le domaine. Si l'ONUDI n'a pas prévu de suite directe au projet, elle reste impliquée sur le renforcement du tissu économique avec son Fonds d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes.</p>
Remarques	
Défis exprimés	La pérennisation des avancées apportées par le PROFORME a représenté la limite majeure à son succès : à la fin du projet en 2019, le gouvernement n'avait pas prévu de ligne budgétaire pour la maintenance des bâtiments, équipements et filières créées.
Autres remarques / leçons apprises	-
Contacts	
Point(s) focal(aux)	M. Jean-Claude ZOBO, Conseiller technique
Contact	jczobo3@unido.org / +2250141220000

Fiche Acteur 8 : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Pays	Côte d'Ivoire
Soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire	
Nom du projet	Soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes en Côte d'Ivoire
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Le projet vise à favoriser l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes, à travers le soutien au développement des micro-entreprises, et des petites et moyennes entreprises (PME) compétitives, innovantes, résilientes aux chocs et contribuant à la création d'emplois et de revenus.</p> <p>Les activités s'articulent autour de deux résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement des capacités et la formation des jeunes entrepreneurs (compétences de vie, culture entrepreneuriale, gestion administrative) ; - Le déploiement dans les régions d'un dispositif intégré d'incubation, de cocréation, de coproduction et d'accélération. L'objectif est de soutenir la création et le développement d'entreprises basées sur des modèles innovants de production durable, compétitive et résiliente. <p>Groupes cibles : jeunes entrepreneur(e)s (homme ou femmes entre 18 et 40 ans) les plus vulnérables, ceux et celles qui rencontrent le plus de difficultés pour développer leurs activités entrepreneuriales et/ou de les maintenir du fait de la pandémie de COVID-19.</p>
Durée du projet	Janvier 2022-décembre 2025 (4 ans)
Zone(s) géographique(s)	Les chefs-lieux de six régions : Grand-Abidjan, Sud, Sud-ouest, Ouest, Centre, Nord-est. Daloa sera aussi l'objet d'une attention particulière du fait du fort taux de d'émigration des jeunes dans la région.
Budget	20M USD
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> - 10 000 individus formés en développement personnel, gestion administrative des PME, élaboration de plans d'affaires ; - 5 000 start-ups / entreprises (participation féminine de 30 à 50%) appuyées ; - 6 centres de soutien aux MPME créés (un dans chaque région) ; - Consolidation de 25 000 emplois à travers ces entreprises appuyées.
Nombre de bénéficiaires (à date)	Aucun, activités en cours de démarrage
Engagement des jeunes et des femmes pour la prévention des crises, la stabilité sociale, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire dans le nord de la Côte d'Ivoire	
Nom du projet	Engagement des jeunes et des femmes pour la prévention des crises, la stabilité sociale, la consolidation de la paix et la réduction de la violence communautaire dans le nord de la Côte d'Ivoire

Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Le projet vise à accroître la stabilité sociale et renforcer l'inclusion socio-économique des jeunes et des femmes dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Les activités s'articulent autour de trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le renforcement de la gouvernance communautaire et de la capacité des autorités locales en matière d'état de droit ; - Le soutien à la résilience communautaire par le développement d'opportunités économiques et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes (hommes et femmes) ; - Le renforcement des capacités des jeunes (hommes et femmes) pour la prévention de l'extrémisme violent et le renforcement de la cohésion sociale. <p>L'axe 2 (résultat 2 du cadre logique) correspond aux activités d'intérêt pour l'insertion économique des jeunes.</p> <p>Groupes cibles : les jeunes et les femmes proches de la frontière, avec un accent sur les communautés Fulani dans les villages frontaliers, les transhumants, les transporteurs transfrontaliers et les orpailleurs clandestins.</p>
Durée du projet	Mars 2022-mars 2025 (3 ans)
Zone(s) géographique(s)	Cinq zones au Nord du pays : Folon (Kaniasso & Minignan), Poro (Mbengue), Bagoué (Tengrela), Tchologo (Kong & Ferkessédougou) et Bounkani (Tehini & Bouna)
Budget	5 627 178 USD
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> - 1 000 membres de groupes mixtes bénéficiant d'opportunités économiques grâce à un soutien à l'entrepreneuriat innovant ; - 5 000 jeunes hommes et femmes chefs de famille avec des compétences, des outils, des revenus et des conditions de vie améliorés.
Nombre de bénéficiaires (à date)	Projet en cours de démarrage
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Dans le cadre du projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale, le projet est mis en œuvre conjointement avec le METFPA, le ministère des Finances, le ministère des PME et le MPJIPSC. Il s'appuie sur les services de l'AEJ et l'Agence Côte d'Ivoire PME et la CGECI.</p> <p>Dans le cadre du projet d'engagement des jeunes et des femmes, le projet est mis en œuvre par le ministère du Plan et du développement.</p>
Mécanismes de référencement mis en place	Aucun mécanisme de référencement mis en place.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Possibilités de synergies et de placement de migrants de retour dans le cadre des activités d'incubation et de formation à l'entrepreneuriat de ces deux projets en cours de lancement, en fonction des régions de retour des migrants de retour. Les projets du PNUD visent des populations vulnérables intégrées dans les communautés locales, relativement compatibles avec les migrants de retour.
Remarques	
Remarques / leçons apprises	Projets en cours de démarrage.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	M. Giscard KOUASSI, Spécialiste de programme Gouvernance
Contact	giscard.kouassi@undp.org / +2250787251859

Fiche Acteur 9 : Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)

Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)	
Pays	Côte d'Ivoire
Programme Graine d'Espérance (GDE)	
Nom du projet	Programme Graine d'Espérance (GDE)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Le projet vise à apporter une solution à l'inadéquation entre les formations disponibles et les opportunités d'emploi en encourageant l'insertion professionnelle par la formation technique. Les programmes de l'IECD répondent à cette problématique en proposant des formations adéquates aux attentes de ses partenaires, tout en créant le lien entre apprenants et employeurs, et en renforçant la qualité de l'enseignement dans les filières d'intérêt du projet : énergies et BTP.</p> <p>Les activités mises en œuvre dans cette perspective s'articulent autour des axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse du bassin d'emploi ; - Mise à jour des contenus de formation ; - Rénovation des ateliers et du matériel technique - Formation des formateurs ; - Orientation et insertion des jeunes sur le marché du travail ; - Suivi de l'insertion des jeunes diplômés. <p>Formations soutenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CAP Électricité d'équipement (3 ans) ; - CAP Plomberie sanitaire (3 ans) ; - BT Maintenance industrielle (3 ans, par apprentissage) ; - Formation qualifiante Électricité du bâtiment ; - Formation qualifiante plomberie sanitaire. <p>Cinq centres partenaires renforcés depuis 2016 et qui proposent les formations mentionnées plus haut : CPAR Duekoué, CFP Abengourou, CT Bonoua, CPMME Koumassi, CPME Bimbresso.</p>
Durée du projet	En cours depuis 2016
Zone(s) géographique(s)	Duekoué, Abengourou, Bonoua, Koumassi (Abidjan), Bimbresso
Budget	Information non disponible
Nombre de bénéficiaires (objectif)	Information non disponible
Nombre de bénéficiaires (à date)	En 2020, 508 jeunes formés (84% de réussite à l'examen et 50% en stage malgré le COVID-19), 773 jeunes ont participé à des activités d'orientation, et 28 formateurs ont été formés.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et partenariats	Importants partenariats avec le secteur privé : MMondi, Unliever, SOTaci, CFAO retail, Schneider Electric, Sogelux, fondation EDF, Nexans
Mécanismes de référencement mis en place	IECD référence les élèves appuyés dans les filières soutenues vers ses partenaires du secteur privé pour l'obtention de stages de fin d'études.

Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Synergies importantes pour le placement de migrants de retour dans les centres partenaires du programme Graine d'Espérance, afin de leur faire bénéficier de formations courtes, qualifiantes et récemment renforcées.
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques / leçons apprises	-
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mme. Céline HEITZMANN, Cheffe de projet IECD Mme. Cécile CARLIER, Secrétaire Générale Fondation Duval
Contact	celine.heizmann@iecd.org / +225 0747789890 ccarlier@groupe-duval.com / +33 0613934518

Fiche Acteur 10 : Save the Children

Save the Children	
Pays	Côte d'Ivoire
PROTEJEM	
Nom du projet	Enfants et Jeunes en mobilité sur les principales routes migratoires en Afrique de l'Ouest (PROTEJEM) – Côte d'Ivoire
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Objectif général : Contribuer à la création d'un environnement protecteur pour les Enfants et les Jeunes Migrant(e)s (EJM), avec des services sociaux, adaptés et de qualité.</p> <p>Activités déclinées autour de deux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance et protection de qualité pour les enfants et jeunes en mobilité, à travers leur accès aux services de base sur l'ensemble de leur parcours migratoire ; - Renforcement des capacités et de la coordination (et articulation) des acteurs institutionnels et communautaires pour fournir une assistance de qualité pour la protection des enfants et des jeunes migrant(e)s. <p>Groupes cibles du projet : enfants et jeunes en mobilité (EJM) de moins de 25 ans installés ou en transit sur le territoire ivoirien. Le projet cible en particulier les enfants les plus vulnérables (victimes de VBG, de traite ou d'exploitation sexuelle, enfants vivant dans la rue).</p>
Durée du projet	Début en mars 2020 en Côte d'Ivoire. Le programme initial prévu par SDC est prévu pour 10 ans, divisé en plusieurs tranches. La première tranche est prévue pour trois ans.
Zone(s) géographique(s)	Ferkessedougou, Korhogo, Bouaké, Abidjan.
Budget	Projet financé par l'Union européenne (FFU) en Côte d'Ivoire. Financé par la SDC dans d'autres pays de la sous-région.
Nombre de bénéficiaires (objectif)	5 000 enfants et jeunes en mobilité (EJM) protégés en Côte d'Ivoire.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Financé par l'Union européenne (FFU). En Côte d'Ivoire, le projet se déploie en partenariat avec l'OIM.</p> <p>PROTEJEM est mis en œuvre par un consortium d'ONG mené par Terre des Hommes et Save the Children, et impliquant Médecins du Monde, Caritas, le Mixed Migration Centre et des ONG nationales.</p>
Mécanismes de référencement mis en place	Aucun mécanisme de référencement mis en place.

Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Synergies importantes dans les modalités d'accompagnement à la réinsertion sociale et économique à travers la formation et des activités de soutien psycho-social, d'alphabétisation et de réintégration communautaire. Les bénéficiaires de PROTEJEM ont des profils similaires à celui des migrants de retour.</p> <p>Les migrants de retour accompagnés par l'UE pourraient s'insérer dans les activités de protection prévues par PROTEJEM sur l'intégralité du territoire ivoirien. Réciproquement, l'UE pourrait accompagner la réinsertion professionnelle de certains des bénéficiaires ivoiriens suivis par PROTEJEM dans les pays de la sous-région et souhaitant rentrer.</p>
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Patrice KOFFI, Chef de projet
Contact	Patrice.koffi@savethechildren.org / +2252227525800

4. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
AFD	-	Côte d'Ivoire – Appuyer les actions pour favoriser l'insertion et l'emploi des jeunes
AFD	2021	Interventions de l'AFD en Côte d'Ivoire – Emploi
AFD	2021	Interventions de l'AFD en Côte d'Ivoire – Enseignement technique et formation professionnelle
Banque Africaine de Développement	2018	Côte d'Ivoire – Document Stratégique Pays (2018-2022) combiné avec la revue de la performance du portefeuille pays 2018
Banque Mondiale	2015	PAD1240 – <i>Project Paper on a proposed additional credit to the Republic of Côte d'Ivoire for an additional financing for the emergency youth employment and skills development project</i>
Banque Mondiale	2016	Situation économique en Côte d'Ivoire – La course vers l'émergence
Banque Mondiale	2017	Emploi, Productivité et Inclusion pour Réduire la Pauvreté : Un diagnostic de la situation de l'emploi en Côte d'Ivoire
Banque Mondiale	2019	Situation économique en Côte d'Ivoire - Au pays du cacao : comment transformer la Côte d'Ivoire
Banque Mondiale JPAL AFD Gouvernement de Côte d'Ivoire	2019	Faciliter la promotion de l'emploi en Côte d'Ivoire
Banque Mondiale	-	<i>Cashing on cashew in Côte d'Ivoire</i>
ENABEL	-	<i>VETToolbox – Pillar 4 Supporting the positive effects of European investments</i>
FFU	-	Document d'action T05-EUTF-SAH-REG-08: <i>Strengthening the management and governance of migration of returning migrants in Ivory Coast, Ghana, Guinea and Guinea Bissau</i>
FFU	-	Document d'action : Appui à la protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest
Altai Consulting	2021	Mécanisme TPML - Rapport Côte d'Ivoire (cycle 1)

Altai Consulting	2021	Mécanisme TPML - Rapport Final Côte d'Ivoire
IECD	-	L'apprentissage, une solution d'avenir pour les entreprises, une insertion professionnelle réussie pour les jeunes
IECD	2021	Présentation du programme Graine d'Espérance
IECD	-	Graine d'Espérance filières électricité et équipement
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	2012	Liste des établissements autorisés 2012-2013
Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	2017	Plan sectoriel éducation/formation 2016-2025
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	2017	Rapport provisoire - Programme d'Appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes en Côte d'Ivoire
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	2016	Politique Nationale de l'Emploi 2016-2020
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	2017	Réforme de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle 2016-2020
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieurs	-	Projet de plan d'assistance au retour volontaire et à la réintégration des migrants ivoiriens
Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique	2016	La politique nationale de la jeunes et les stratégies 2016-2020
Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique	2021	Stratégie Nationale de l'Insertion professionnelle et de l'Emploi des Jeunes (2021-2025)
Ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique	2021	Politique Nationale de la Jeunesse 2021-2025
Ministère du Plan et du Développement	-	Processus d'élaboration du PND 2021-2025
Ministère du Plan et du Développement	2016	Étude nationale prospective « Côte d'Ivoire 2040 »
Ministère du Plan et du Développement	2021	Plan National de Développement (PND) 2021-2025
Gouvernement de Côte d'Ivoire	2021	Politique Nationale de Développement 2021-2025

Gouvernement de Côte d'Ivoire	2021	Stratégie Nationale de l'Insertion Professionnelle et de l'Emploi Jeune 2021-2025
Lefeuvre, Roubaud, Torelli, Zanuso	2017	« Insertion des jeunes sur le marché du travail en Côte d'Ivoire : la bombe à retardement est-elle dégonflée ? », Afrique contemporaine 263-264
OCDE	2017	Les voies du développement - Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire
OCDE	2018	<i>Identifying the factors driving West African Migration</i>
OFII	2020	Dispositifs d'aide au retour et à la réinsertion
OIM – Samuel Hall	2018	Analyse des principales de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Sénégal, Mali, Guinée et Côte d'Ivoire)
OIM	2016	Migration en Côte d'Ivoire – Profil national 2016
OIM	2018	Cartographie et profil socioéconomiques des communautés de retour en Côte d'Ivoire
OIM	2019	Indicateurs de gouvernance des migrations – La Côte d'Ivoire, profil 2019
OIM	2018	Procédures opérationnelles standard pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration
OIM	2019	<i>Reintegration handbook</i>
OIM	2020	L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable en Côte d'Ivoire
OIM	2020	Assistance au retour volontaire et humanitaire – Profil des migrants assistés à rentrer dans leur pays d'origine – Afrique occidentale et centrale – janvier-juin 2020
OIM	2020	<i>An exploratory study on Labour recruitment and migrant worker protection: mechanisms in West Africa – The case of Côte d'Ivoire, The Gambia, Ghana, Nigeria and Senegal</i>
OIM	2021	Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2017-2020
OIM	2021	<i>Migration development, December 2021</i>
OIM	2021	<i>Assistance to voluntary and humanitarian return 2017-2021</i>
OIM	2021	La possession de documents d'identités par les Ivoiriens de retour en Côte d'Ivoire et l'impact sur la réintégration
OIM	2021	Étude FFUE - Trafic et Traite des migrants ivoiriens de retour
OIM	2022	<i>West and Central Africa Mobility mapping – January 2022</i>
OIM	-	Renforcement des opportunités de réintégration en Côte d'Ivoire
OIT	2019	L'état des lieux des systèmes de formation professionnelle
OIT	2019	Note d'information sur la Côte d'Ivoire – Une économie verte et créatrice d'emplois

Secrétariat d'état chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	2018	Les Politiques du Gouvernement ivoirien en matière de Formation Professionnelle et Technique
UNESCO	2021	L'innovation au cœur des dynamiques de l'EFTP en Afrique
Union africaine	2021	Étude sur les programmes de retour, de réintégration et de réadmission en Afrique